

BMO Groupe financier annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2018

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017 :

- Bénéfice net de 1 246 millions de dollars, qui demeure stable, ce qui rend compte de la charge de restructuration pour le trimestre considéré; bénéfice net ajusté¹ de 1 463 millions, en hausse de 13 %
- BPA² de 1,86 \$, en hausse de 1 %; BPA ajusté^{1,2} de 2,20 \$, en hausse de 15 %
- RCP de 12,6 %, qui demeure stable; RCP ajusté¹ de 14,9 %, en hausse comparativement à 13,1 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 160 millions de dollars, incluant un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs³ de 12 millions, contre 251 millions pour l'exercice précédent
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,3 %
- Dividende de 0,96 \$, en hausse de 0,03 \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017 :

- Bénéfice net de 2 219 millions de dollars, en baisse de 19 %, ce qui rend compte de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis⁴ et de la charge de restructuration pour le trimestre considéré et d'un profit net⁵ à l'exercice précédent; bénéfice net ajusté¹ de 2 885 millions, en hausse de 2 %
- BPA^{2,4} de 3,29 \$, en baisse de 19 %; BPA ajusté^{1,2} de 4,31 \$, en hausse de 3 %
- RCP de 11,0 %, comparativement à 13,8 %; RCP ajusté¹ de 14,4 %, en hausse comparativement à 14,2 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 301 millions de dollars, incluant un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs³ de 45 millions, contre 418 millions pour l'exercice précédent

Toronto, le 30 mai 2018 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2018, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 246 millions de dollars, ou 1,86 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 463 millions, ou 2,20 \$ par action.

« Les résultats de BMO pour ce trimestre reflètent le très bon rendement et le dynamisme de nos Services bancaires Particuliers et entreprises et de nos activités de gestion de patrimoine au Canada et aux États-Unis, qui ont généré un bénéfice par action ajusté de 2,20 \$, soit une hausse de 15 % par rapport à la même période l'an dernier, et un très fort levier d'exploitation ajusté de 3,5 % », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur les actions privilégiées.

3) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

4) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, laquelle a eu une incidence négative d'environ 16 % sur la croissance du bénéfice net comptable, et de 0,66 \$ sur le bénéfice par action pour le semestre considéré. Il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017. Pour obtenir d'autres renseignements, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

5) Le bénéfice net de l'exercice précédent comprenait un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit de 168 millions réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte de 35 millions subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis. Le profit net a eu une incidence défavorable d'environ 5 % sur la croissance du bénéfice net comptable et du bénéfice net ajusté, et de 0,20 \$ sur le bénéfice par action, pour le semestre à l'étude.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Dans l'ensemble de l'organisation, nous positionnons BMO pour accélérer la croissance. Nos services aux entreprises sont l'une de nos principales forces et produisent des résultats. Nos activités aux États-Unis, qui ont contribué à hauteur de 27 % au bénéfice ajusté depuis le début de l'exercice, sont un facteur de différenciation clé, et nous continuerons à les faire croître plus rapidement que le reste de la Banque. Nous transformons notre façon de travailler et de faire face à la concurrence pour favoriser l'efficacité et créer de la valeur pour nos clients.

« Grâce à notre équipe d'employés dévoués et à un investissement continu dans la technologie et l'innovation, j'ai confiance que nous continuerons d'améliorer la fidélisation, d'accroître l'efficacité et d'offrir une valeur durable aux actionnaires », a conclu M. White.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons comptabilisé une charge de restructuration de 192 millions de dollars après impôts (260 millions avant impôts) liée principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 12,6 %, demeurant stable par rapport à l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 14,9 %, en hausse par rapport à 13,1 %. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 15,6 % comparativement à 15,7 % un an plus tôt et, après ajustement, il a été de 18,0 % contre 15,9 %.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,96 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2018, en hausse de 0,03 \$ par rapport au trimestre précédent, et de 0,06 \$ par action, ou de 7 %, de plus qu'un an plus tôt. Le dividende trimestriel de 0,96 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 3,84 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2018, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2018, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 590 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 60 millions, ou de 11 %, et le bénéfice net ajusté qui s'est élevé à 591 millions a progressé de 61 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges.

Au cours du trimestre, nous avons lancé une nouvelle gamme de cartes de crédit pour petites entreprises comportant des caractéristiques et des avantages parmi les meilleurs sur le marché, des frais annuels concurrentiels et un processus de demande accéléré. De plus, nous avons mis à l'essai une nouvelle plateforme de prêts aux petites entreprises qui offre une expérience de prêt améliorée et des délais d'exécution plus rapides. Ces nouveaux produits et cette nouvelle plateforme devraient stimuler la croissance de ce segment de marché important et répondre aux besoins et aux défis uniques des propriétaires de petites entreprises.

PE États-Unis

À 348 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 108 millions, ou de 46 %, et, après ajustement, il a atteint 359 millions, ayant progressé de 107 millions, ou de 43 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

À 272 millions de dollars américains, le bénéfice net comptable s'est accru de 93 millions de dollars américains, ou de 52 %, et, après ajustement, il a atteint 280 millions de dollars américains, ayant progressé de 92 millions de dollars américains, ou de 50 %, sur un an, en raison d'une forte croissance des revenus, de l'avantage découlant de la réforme fiscale et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, lesquels ont été annulés en partie par une hausse des charges. L'avantage conféré par la réduction du taux d'impôt américain résultant d'une réforme fiscale, lequel s'est reflété sur le bénéfice net du trimestre à l'étude, a donné lieu à une augmentation d'environ 24 millions de dollars américains du bénéfice net comptable, et à une augmentation d'environ 25 millions de dollars américains du bénéfice net ajusté.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank a été sélectionnée par le *Women's Business Enterprise National Council* pour figurer dans la 18^e liste annuelle des meilleures sociétés américaines pour les entreprises détenues ou dirigées par des femmes. BMO Harris Bank a été honorée pour la mise en œuvre de politiques et de programmes de calibre mondial visant à favoriser la croissance et l'innovation ainsi qu'à promouvoir une égalité de traitement pour les entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 296 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 42 millions, ou de 17 %, sur un an et, après ajustement, il a atteint 307 millions, ce qui représente une hausse de 32 millions, ou de 12 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 227 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 46 millions, ou de 26 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 238 millions, en hausse de 36 millions, ou de 18 %, ce qui est attribuable à une croissance générée par nos activités diversifiées et à l'amélioration des marchés boursiers, par comparaison à l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 69 millions, ce qui est pratiquement le même résultat que celui obtenu un an plus tôt.

BMO Banque privée a été nommée meilleure banque privée pour les entrepreneurs en Amérique du Nord par le magazine *Global Finance*, en reconnaissance de notre compréhension des besoins des clients nord-américains et de notre capacité à offrir le plus haut niveau de service à la clientèle.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux diminué de 8 %, sur un an, pour s'établir à 286 millions de dollars. Les résultats témoignent des revenus particulièrement élevés enregistrés par le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par rapport à l'exercice précédent, ce qui a été contré en partie par une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par une diminution des impôts au cours du trimestre considéré.

Le 1^{er} mai 2018, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de KGS-Alpha Capital Markets, maison de courtage de titres à revenu fixe sise aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels. La clôture de l'acquisition devrait avoir lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2018.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 274 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 87 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 80 millions pour le trimestre, contre 74 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration après impôts qui s'est élevée à 192 millions pour le trimestre considéré, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés sont pratiquement identiques à ceux d'un an auparavant étant donné que le recul des revenus, compte non tenu de l'ajustement sur une base d'imposition comparable (bic), a été annulé en grande partie par une diminution des charges. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la charge de restructuration comptabilisée pour le trimestre à l'étude et des facteurs précités.

Les résultats ajustés que renferme la section qui présente un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,3 % au 30 avril 2018. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 11,1 % enregistré au premier trimestre étant donné l'élimination du plancher de fonds propres de Bâle I et de la croissance des résultats distribués, facteurs en partie compensés par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, découlant principalement de la croissance des activités, et les rachats d'actions au cours du trimestre.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique le calcul de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 160 millions de dollars, en baisse de 91 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 172 millions, a diminué de 79 millions, ce qui reflète une baisse des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux comparativement à des dotations nettes pour l'exercice précédent et à une baisse des dotations de PE États-Unis, en partie compensées par une hausse des dotations de PE Canada. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 12 millions de dollars, principalement de PE États-Unis. La légère amélioration des perspectives macroéconomiques au cours du trimestre à l'étude a entraîné une baisse des pertes sur créances futures attendues.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 30 mai 2018. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2018 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2017.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2017, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Faits saillants financiers	30	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Mesures non conformes aux PCGR	31	Bilan
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	31	Transactions avec des parties liées
7	Survol et perspectives économiques	31	Arrangements hors bilan
8	Change	32	Méthodes comptables et principales estimations comptables
9	Bénéfice net	32	Modifications de méthodes comptables
9	Revenus	32	Modifications futures de méthodes comptables
11	Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	Instruments financiers désignés
12	Prêts douteux	33	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
13	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	34	Gestion des risques
13	Charges autres que d'intérêts	34	Risque de marché
13	Impôts sur le résultat	35	Risque de liquidité et de financement
14	Gestion du capital	39	Cotes de crédit
18	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	41	Expositions en Europe
18	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	43	États financiers consolidés intermédiaires
19	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	43	État consolidé des résultats
21	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	44	État consolidé du résultat global
24	BMO Gestion de patrimoine	45	Bilan consolidé
26	BMO Marchés des capitaux	46	État consolidé des variations des capitaux propres
28	Services d'entreprise	47	État consolidé des flux de trésorerie
		48	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		71	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2018, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2018, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 491	2 546	2 409	5 037	4 939
Revenus autres que d'intérêts	3 126	3 132	3 332	6 258	6 207
Revenus	5 617	5 678	5 741	11 295	11 146
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	332	361	708	693	712
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 285	5 317	5 033	10 602	10 434
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	172	174	s. o.	346	s. o.
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(12)	(33)	s. o.	(45)	s. o.
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	160	141	251	301	418
Charges autres que d'intérêts	3 562	3 441	3 284	7 003	6 669
Charge d'impôts sur le résultat	317	762	250	1 079	611
Bénéfice net	1 246	973	1 248	2 219	2 736
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 246	973	1 247	2 219	2 734
Bénéfice net ajusté	1 463	1 422	1 295	2 885	2 825
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,86	1,43	1,84	3,29	4,06
Bénéfice par action ajusté	2,20	2,12	1,92	4,31	4,20
Croissance du bénéfice par action (%)	0,9	(35,6)	27,0	(19,1)	33,9
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	14,6	(7,2)	10,8	2,8	20,6
Dividendes déclarés par action	0,93	0,93	0,88	1,86	1,76
Valeur comptable d'une action	61,67	59,78	62,22	61,67	62,22
Cours de clôture de l'action	97,51	101,33	96,66	97,51	96,66
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	640,6	645,5	652,1	640,6	652,1
Nombre moyen dilué	645,6	649,9	653,6	647,8	651,9
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	62,5	65,4	63,0	62,5	63,0
Rendement de l'action (%)	3,8	3,7	3,6	3,8	3,6
Ratio de distribution (%)	49,9	64,9	47,6	56,4	43,2
Ratio de distribution ajusté (%)	42,2	43,7	45,8	43,0	41,8
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	12,6	9,4	12,6	11,0	13,8
Rendement des capitaux propres ajustés	14,9	13,9	13,1	14,4	14,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	15,6	11,5	15,7	13,5	17,1
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	18,0	16,7	15,9	17,3	17,3
Croissance du bénéfice net	(0,1)	(34,6)	28,2	(18,9)	34,0
Croissance du bénéfice net ajusté	13,0	(7,1)	12,3	2,1	21,2
Croissance des revenus	(2,1)	5,1	12,5	1,3	9,5
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	5,0	(1,6)	7,2	1,6	10,9
Croissance des charges autres que d'intérêts	8,5	1,7	(1,2)	5,0	0,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	1,5	2,5	4,8	2,0	4,0
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	67,4	64,7	65,3	66,0	63,9
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	61,8	64,1	64,0	63,0	62,7
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	(3,5)	(3,3)	8,4	(3,4)	10,0
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	3,5	(4,1)	2,4	(0,4)	6,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,52	1,54	1,52	1,53	1,53
Taux d'impôt effectif	20,3	43,9	16,7	32,7	18,2
Taux d'impôt effectif ajusté	21,2	19,5	17,1	20,4	18,6
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,17	0,15	0,27	0,16	0,23
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,19	0,27	0,18	0,23
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	743 569	727 909	718 943	743 569	718 943
Solde brut des prêts et acceptations	386 933	374 991	379 180	386 933	379 180
Solde net des prêts et acceptations	385 286	373 367	377 243	385 286	377 243
Dépôts	491 198	475 565	484 965	491 198	484 965
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	39 506	38 588	40 573	39 506	40 573
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	28,1	29,0	27,7	28,1	27,7
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,1	11,3	11,3	11,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,9	12,8	12,8	12,9	12,8
Ratio du total des fonds propres	15,0	15,2	14,9	15,0	14,9
Ratio de levier	4,2	4,3	4,3	4,2	4,3
Cours de change					
Dollar CA/dollar US	1,2842	1,2304	1,3650	1,2842	1,3650
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2858	1,2575	1,3412	1,2714	1,3349

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Résultats comptables					
Revenus	5 617	5 678	5 741	11 295	11 146
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(332)	(361)	(708)	(693)	(712)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 285	5 317	5 033	10 602	10 434
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(160)	(141)	(251)	(301)	(418)
Charges autres que d'intérêts	(3 562)	(3 441)	(3 284)	(7 003)	(6 669)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 563	1 735	1 498	3 298	3 347
Charge d'impôts sur le résultat	(317)	(762)	(250)	(1 079)	(611)
Bénéfice net	1 246	973	1 248	2 219	2 736
BPA (\$)	1,86	1,43	1,84	3,29	4,06
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(29)	(28)	(43)	(57)	(80)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(4)	(4)	(21)	(8)	(43)
Coûts de restructuration 4)	(260)	-	-	(260)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(293)	(32)	(64)	(325)	(123)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(23)	(21)	(34)	(44)	(62)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(2)	(3)	(13)	(5)	(27)
Coûts de restructuration 4)	(192)	-	-	(192)	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	-	(425)	-	(425)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(217)	(449)	(47)	(666)	(89)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,34)	(0,69)	(0,08)	(1,02)	(0,14)
Résultats ajustés					
Revenus	5 617	5 678	5 741	11 295	11 146
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(332)	(361)	(708)	(693)	(712)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 285	5 317	5 033	10 602	10 434
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(160)	(141)	(251)	(301)	(418)
Charges autres que d'intérêts	(3 269)	(3 409)	(3 220)	(6 678)	(6 546)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 856	1 767	1 562	3 623	3 470
Charge d'impôts sur le résultat	(393)	(345)	(267)	(738)	(645)
Bénéfice net	1 463	1 422	1 295	2 885	2 825
BPA (\$)	2,20	2,12	1,92	4,31	4,20

1) Les éléments d'ajustement ont été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, a été imputé aux groupes d'exploitation.

2) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 18, 19, 21, 24 et 26.

3) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration sont inclus dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

5) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2018 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « avoir l'intention », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique ainsi que la législation fiscale et les interprétations connexes, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des éclousions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, à la page 79 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, ainsi qu'aux sections sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, qui commencent à la page 86 du Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO, à l'analyse figurant à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2017, et à la section Gestion globale des risques, figurant ailleurs dans le présent document, sections qui présentent toutes l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport de gestion annuel pour 2017 de BMO dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine et à la conjoncture de marché globale, ainsi qu'à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques de notre rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2018.

Survol et perspectives économiques

L'économie canadienne a ralenti en raison de la hausse des taux d'intérêt et des mesures mises en œuvre visant à freiner la croissance du marché de l'habitation et du crédit des ménages. Le PIB réel devrait connaître une croissance modérée de 2,0 % en 2018, en baisse par rapport à 3,0 % en 2017. Ce rythme devrait permettre de réduire légèrement le taux de chômage pour le ramener à un creux de 5,5 % sur quatre décennies d'ici la fin de 2018. La croissance de la consommation des particuliers devrait ralentir à 2,5 % cette année, comparativement à une croissance de 3,5 % l'an dernier, en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'endettement élevé des ménages, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité, qui s'établira à 4,4 %. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur d'activité devrait ralentir pour s'établir à 4,7 % en 2018 en raison de la hausse des coûts d'emprunt et du resserrement des règles hypothécaires, facteurs qui ont entraîné une baisse des ventes de propriétés détachées dans plusieurs régions où les prix sont élevés, notamment Vancouver et Toronto. Toutefois, l'activité sur le marché de l'habitation demeure saine dans la plupart des régions dans un contexte de demande soutenue en raison d'une forte croissance démographique. Malgré la hausse des prix du pétrole et l'augmentation de l'utilisation de la capacité dans le secteur industriel, les investissements des entreprises devraient ralentir en raison des taux d'intérêt plus élevés et de l'incertitude des relations commerciales en Amérique du Nord, ce qui se traduira par un ralentissement de la croissance des prêts aux entreprises à l'échelle de l'industrie, qui passera à 8,0 % en 2018. Les exportations devraient s'améliorer en réponse à la faiblesse du dollar canadien et à une expansion économique mondiale plus synchronisée, menée par la Chine et par le renforcement de l'économie européenne. La Banque du Canada devrait relever son principal taux directeur de 50 points de base supplémentaires avant la fin de l'année 2018. L'économie canadienne est confrontée à des risques externes liés au sort de l'Accord de libre-échange nord-américain et à d'éventuelles mesures protectionnistes du gouvernement américain.

L'économie américaine demeure vigoureuse, bénéficiant de conditions financières favorables et de la vigueur des dépenses des entreprises. Le PIB réel devrait progresser de 2,8 % en 2018 en réponse aux politiques fiscales expansionnistes. L'emploi devrait demeurer sain, ce qui ramènera le taux de chômage à 3,7 % d'ici la fin de 2018, soit le niveau le plus bas depuis 1969. Les dépenses de consommation devraient croître de 2,5 % en 2018 en raison de la baisse de l'impôt des particuliers, ce qui favorisera une croissance du crédit à la consommation de 4,3 % à l'échelle du secteur d'activité. La croissance soutenue de l'emploi et l'assouplissement des conditions d'octroi de prêt devraient stimuler l'activité sur le marché de l'habitation, maintenant les ventes près des sommets de la dernière décennie, tout en augmentant la demande de prêts hypothécaires résidentiels de 5,2 %. Les dépenses des entreprises devraient demeurer fortes, soutenues par une baisse de l'impôt des sociétés et par des incitatifs accrus pour investir et rapatrier les bénéfices étrangers, augmentant ainsi la croissance du crédit aux entreprises à l'échelle du secteur de 7,3 % en 2018. Les taux d'intérêt devraient continuer d'augmenter, et la Réserve fédérale devrait relever son principal taux directeur de 75 points de base supplémentaires en 2018. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques des États-Unis sont liés à d'éventuelles mesures commerciales protectionnistes, aux tensions géopolitiques et à la hausse de l'inflation. Bien que nous ne prévoyons pas une nouvelle hausse importante des prix du pétrole, l'augmentation de 50 % au cours de la dernière année exercera une certaine pression à la hausse sur l'inflation et aura un effet modérateur sur l'économie.

La croissance économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait se raffermir, passant d'environ 1,4 % en 2017 à 2,2 % en 2018, en raison de l'augmentation de la production automobile et manufacturière. Toutefois, la croissance devrait accuser un retard par rapport au taux national en raison du ralentissement de l'expansion démographique et de contraintes budgétaires en Illinois.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont fléchi en regard du deuxième trimestre de 2017 à cause du repli du dollar américain, alors que les résultats ont progressé en regard du premier trimestre de 2018 du fait du raffermissement du dollar américain. Les résultats du premier semestre ont reculé par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du repli du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2017 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2018		Cumul 2018
	c. T2-2017	c. T1-2018	c. Cumul 2017
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,2858	1,2858	1,2714
Période antérieure	1,3412	1,2575	1,3349
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(40)	22	(94)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(34)	18	(76)
Augmentation (diminution) des revenus	(74)	40	(170)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	(1)	7
Diminution (augmentation) des charges	54	(28)	124
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	3	(13)	19
Diminution du bénéfice net comptable	(12)	(2)	(20)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,02)	-	(0,03)
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(40)	22	(94)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(34)	18	(76)
Augmentation (diminution) des revenus	(74)	40	(170)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	(1)	7
Diminution (augmentation) des charges	52	(28)	121
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	4	(3)	10
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	(13)	8	(32)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,02)	0,01	(0,05)

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a reculé de 2 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 246 millions. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 1 463 millions, en hausse de 168 millions, ou de 13 %, par rapport au même trimestre un an plus tôt, soit de 14 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge de restructuration de 192 millions après impôts pour le trimestre considéré, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Le BPA, établi à 1,86 \$, a progressé de 0,02 \$, ou de 1 %, en regard de l'exercice précédent. Le BPA ajusté, établi à 2,20 \$, a augmenté de 0,28 \$, ou de 15 %, soit de 16 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain.

Les résultats reflètent une bonne croissance de PE Canada, de PE États-Unis et de la Gestion de patrimoine. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont fléchi en raison principalement de la diminution des revenus, ce qui reflète les résultats particulièrement solides au chapitre des revenus enregistrés du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés au cours de l'exercice précédent. Les résultats des Services d'entreprise ont reculé, ce qui reflète la charge de restructuration du trimestre considéré et la baisse des revenus non établis sur une bic, facteurs en partie compensés par la réduction des charges. Les résultats ajustés des Services d'entreprise sont demeurés relativement inchangés.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net a progressé de 273 millions de dollars, ou de 28 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est renforcé de 41 millions, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, soit de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis de 425 millions de dollars au cours du trimestre précédent, d'une charge de restructuration pour le trimestre considéré ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Le BPA a augmenté de 0,43 \$, ou de 30 %, et le BPA ajusté a progressé de 0,08 \$, ou de 4 %, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les résultats de PE États-Unis, de la Gestion de patrimoine, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise se sont améliorés. Les résultats de PE Canada ont reculé, ce qui reflète l'incidence d'une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Le bénéfice net s'est établi à 2 219 millions de dollars, en baisse de 517 millions, ou de 19 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 885 millions, en hausse de 60 millions, ou de 2 %, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Le BPA s'est établi à 3,29 \$, en baisse de 0,77 \$, ou de 19 %, et le BPA ajusté s'est établi à 4,31 \$, en hausse de 0,11 \$, ou de 3 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et de la charge de restructuration au cours de l'exercice, ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient un profit net de 133 millions de dollars attribuable à un profit réalisé sur la vente de Moneris US et à une perte subie sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis, ce qui a eu une incidence négative, pour le semestre considéré, d'environ 5 % sur la croissance du bénéfice net avant et après ajustement et de 0,20 \$ sur le bénéfice par action.

Le bénéfice net a progressé pour PE États-Unis et pour la Gestion de patrimoine. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, en regard de la vigoureuse performance enregistrée au cours de l'exercice précédent et les résultats de PE Canada ont reculé, ce qui reflète le profit réalisé sur la vente de Moneris US au cours de l'exercice précédent. Les résultats comptables des Services d'entreprise ont accusé une baisse, ce qui traduit la charge liée à la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et la charge de restructuration de l'exercice considéré. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont progressé en raison essentiellement de la diminution des charges.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus ont reculé de 124 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et se sont situés à 5 617 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 285 millions de dollars, ont augmenté de 252 millions, ou de 5 %, soit de 7 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain.

Les revenus de PE Canada, de PE États-Unis, de la Gestion de patrimoine et des Services d'entreprise se sont améliorés. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont baissé en regard des revenus particulièrement élevés enregistrés par le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés pour l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 82 millions de dollars, ou de 3 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 2 491 millions, soit de 5 %, compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, ce qui provient principalement de l'augmentation des volumes de prêts, de la hausse des volumes de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts de PE États-Unis ainsi que de l'augmentation des revenus nets d'intérêts de PE Canada, dont la moitié environ est attribuable à la progression des soldes de la plupart des produits, l'autre moitié étant attribuable à

l'élargissement des marges, facteurs en partie atténués par la diminution des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation. L'actif productif moyen, qui s'est établi à 671,6 milliards de dollars, a progressé de 21,1 milliards, ou de 3 %, soit de 31,3 milliards, ou de 5 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de la croissance des prêts, de l'augmentation de la trésorerie et de la hausse des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts globale de BMO, établie à 1,52 %, est demeurée la même qu'un an plus tôt. La marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) a progressé de 5 points de base sur un an, pour se situer à 1,89 %, alimentée par une amélioration des marges et un changement dans la combinaison de produits de PE Canada et par les marges plus élevées qu'ont dégagées les dépôts de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 794 millions de dollars, ont progressé de 170 millions, ou de 6 %, soit de 8 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, une hausse ayant été enregistrée dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts, laquelle a été en partie compensée par la baisse des commissions de prise ferme et de consultation.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 384 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, et ce, en raison de la hausse des taux d'intérêt à long terme qui a diminué la juste valeur des placements d'assurance au cours du trimestre à l'étude, comparativement à la baisse des taux d'intérêt à long terme qui avait accru la juste valeur des placements au cours de l'exercice précédent, et du repli des marchés boursiers au cours du trimestre, facteurs en partie compensés par la hausse des ventes de rentes et la croissance des activités sous-jacentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 13. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Les revenus ont reculé de 61 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets ont baissé de 32 millions, ou de 1 %, la croissance ayant été plus qu'annulée par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Les revenus de PE États-Unis, de la Gestion de patrimoine et des Services d'entreprise ont augmenté du fait d'une baisse de la compensation sur une bic. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fléchi en raison principalement des revenus moins élevés provenant de la négociation de produits de taux d'intérêt, et les revenus de PE Canada ont reculé, ce qui reflète les jours de moins et le profit lié à la restructuration d'Interac Corporation au trimestre précédent.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 2 491 millions de dollars, ont baissé de 55 millions, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison du nombre moins élevé de jours qu'a comptés le trimestre à l'étude et de la baisse des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation, facteur en partie compensé par l'élargissement des marges sur dépôts et l'augmentation des volumes de dépôts de PE Canada. L'actif productif moyen a progressé de 15,7 milliards de dollars, ou de 2 %, en raison principalement de la hausse des titres pris en pension ou empruntés, de l'augmentation de la trésorerie et de la croissance accrue des prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO a rétréci de 2 points de base, ou de 3 points de base compte non tenu des activités de négociation, par rapport au trimestre précédent pour se situer à 1,89 %, du fait principalement du rétrécissement des marges de BMO Marchés de capitaux, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge, facteurs en partie compensés par les marges plus élevées dégagées par PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 23 millions de dollars, ou de 1 %, et est demeuré essentiellement inchangé compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 47 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison principalement des hausses des taux d'intérêt à long terme qui ont fait diminuer la juste valeur des placements d'assurance au cours du trimestre à l'étude, comparativement aux baisses modérées des taux d'intérêt à long terme qui avaient fait croître la juste valeur des placements au trimestre précédent, et du repli des marchés boursiers au cours du trimestre, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'accroissement des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude. Le repli des revenus d'assurance a été contrebalancé en grande partie par la diminution des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 13.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Les revenus comptables et ajustés ont augmenté de 149 millions de dollars, ou de 1 %, au premier semestre pour s'établir à 11 295 millions. Sur une base nette, les revenus, établis à 10 602 millions, ont progressé de 168 millions, ou de 2 %, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain. Les revenus nets de l'exercice précédent comprennent le profit net dont il a été fait mention ci-dessus.

Les revenus ont augmenté par rapport à l'exercice précédent pour PE États-Unis, la Gestion de patrimoine, PE Canada et les Services d'entreprise en raison d'une diminution de la compensation sur une bic. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont reculé du fait de l'excellente performance au chapitre des revenus enregistrée au premier semestre de l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 5 037 millions de dollars, ont progressé de 98 millions, ou de 2 %, au cours du semestre à l'étude, soit 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la hausse des volumes de dépôts de PE États-Unis ainsi que de la croissance des soldes de la plupart des produits et des marges plus élevées de PE Canada, facteurs en partie atténués par la diminution des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation. L'actif productif moyen, établi à 663,7 milliards de dollars, a progressé de 14,6 milliards, ou de 2 %, soit de 26,4 milliards, ou de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, en raison de la hausse des valeurs mobilières et de la croissance des prêts. En regard d'un an plus tôt, la marge nette d'intérêts globale de BMO, établie à 1,53 %, est demeurée la même qu'un an plus tôt. La marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) s'est élargie de 7 points

de base, pour se situer à 1,91 %, principalement alimentée par les marges plus élevées qu'ont dégagées les dépôts de PE États-Unis ainsi que par l'amélioration des marges et le changement dans la combinaison de produits de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 5 565 millions de dollars, a affiché une hausse de 70 millions, ou de 1 % pour le semestre à l'étude, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, étant donné que les hausses enregistrées dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts ont été en partie compensées par le profit net inscrit au cours de l'exercice précédent, par la baisse des commissions de prise ferme et de consultation et par les revenus d'assurance.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale aux termes de l'IAS 39. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 160 millions de dollars, en baisse de 91 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 172 millions, a diminué de 79 millions, ce qui reflète une baisse des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux comparativement à des dotations nettes pour l'exercice précédent et une baisse des dotations de PE États-Unis, en partie compensées par une hausse des dotations de PE Canada. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 12 millions de dollars, principalement de PE États-Unis. La légère amélioration des perspectives macroéconomiques au cours du trimestre à l'étude a entraîné une baisse des pertes sur créances futures attendues.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé de 19 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 2 millions, étant donné que la hausse des dotations de PE Canada a été compensée par la baisse des provisions dans la plupart des autres groupes d'exploitation. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 12 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créance de 33 millions au trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 301 millions de dollars, soit une baisse de 117 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 72 millions, ce qui reflète des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux, comparativement à des dotations nettes pour l'exercice précédent, et une baisse des dotations de PE Canada et de PE États-Unis. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 45 millions de dollars a été inscrit pour l'exercice en cours.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T2-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	131	66	197	1	(16)	(10)	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(3)	(12)	(15)	(1)	3	1	(12)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	128	54	182	-	(13)	(9)	160
T1-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	97	77	174	1	(1)	-	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	4	(30)	(26)	(2)	(4)	(1)	(33)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	101	47	148	(1)	(5)	(1)	141
T2-2017							
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	121	89	210	1	46	(6)	251
Cumul 2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	228	143	371	2	(17)	(10)	346
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	1	(42)	(41)	(3)	(1)	-	(45)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	229	101	330	(1)	(18)	(10)	301
Cumul 2017							
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	234	148	382	3	42	(9)	418

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,17	0,15	0,27	0,16	0,23
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,19	0,27	0,18	0,23

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 152 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en baisse par rapport à 2 439 millions un an plus tôt, en raison surtout de la baisse des prêts douteux du secteur pétrolier et gazier et de l'incidence du repli du dollar américain. Le SBPD a progressé de 3 millions de dollars en regard de celui de 2 149 millions constaté au premier trimestre de 2018, mais a fléchi de 53 millions compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 578 millions de dollars, en hausse par rapport à 535 millions au premier trimestre de 2018 et en baisse par rapport à 752 millions un an plus tôt.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
SBPD à l'ouverture de la période	2 149	2 220	2 247	2 220	2 383
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	578	535	752	1 113	1 261
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(193)	(176)	(160)	(369)	(313)
Remboursements, montant net	(271)	(244)	(297)	(515)	(595)
Montants sortis du bilan	(161)	(123)	(177)	(284)	(323)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(6)	-	(1)	(6)	(2)
Fluctuations des cours de change et autres variations	56	(63)	75	(7)	28
SBPD à la clôture de la période	2 152	2 149	2 439	2 152	2 439
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,56	0,57	0,64	0,56	0,64

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 332 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018, en baisse de 376 millions par rapport au montant de 708 millions inscrit au deuxième trimestre de 2017, en raison de la hausse des taux d'intérêt à long terme qui a entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités en regard de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui avait fait croître la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours de l'exercice précédent, et de l'incidence du repli des marchés boursiers, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence de la progression des ventes de rentes et de la croissance des activités sous-jacentes au cours du trimestre à l'étude. Les SCVPI ont diminué de 29 millions de dollars par rapport au montant de 361 millions inscrit au premier trimestre de 2018, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme qui a entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre considéré, en regard de la baisse modérée des taux d'intérêt à long terme qui avait fait croître la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre précédent, et de l'incidence du repli des marchés boursiers, facteurs en partie contrebalancés par la progression des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 562 millions de dollars, ont augmenté de 278 millions, ou de 8 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 269 millions, ont augmenté de 49 millions, ou de 2 %, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, l'augmentation des investissements dans les technologies ayant été le principal facteur responsable de la hausse. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de la charge de restructuration de 260 millions de dollars avant impôts du trimestre à l'étude, ni des coûts d'intégration des acquisitions ou de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 121 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au premier trimestre de 2018, ce qui reflète la charge de restructuration. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont diminué de 140 millions, ou de 4 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison principalement de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice et des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -3,5 % d'un exercice à l'autre et le levier d'exploitation ajusté s'est situé à +3,5 % d'un exercice à l'autre.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 63,4 %, contre 57,2 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 67,4 %, comparativement à 65,3 % un an plus tôt. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 58,2 %, contre 56,1 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 61,8 %, comparativement à 64,0 % un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts comptables pour le premier semestre ont progressé de 334 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 132 millions, ou de 2 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat, établie à 317 millions de dollars, a augmenté de 67 millions par rapport au deuxième trimestre de 2017, et a diminué de 445 millions par rapport au premier trimestre de 2018. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 20,3 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 16,7 % un an plus tôt et à 43,9 % au premier trimestre de 2018. Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie de 425 millions de dollars liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis, du fait de la réforme fiscale américaine.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 393 millions de dollars, en hausse de 126 millions par rapport à un an plus tôt et en hausse de 48 millions comparativement au premier trimestre de 2018. Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat du trimestre précédent ne tenait pas compte de la charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 21,2 % pour le trimestre à l'étude, contre 17,1 % un an plus tôt et 19,5 % au premier trimestre de 2018. La hausse du taux d'impôt ajusté pour le trimestre à l'étude par rapport au deuxième trimestre de 2017 et au premier trimestre de 2018 est principalement attribuable à la composition des résultats, y compris la compression du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts pour le trimestre à l'étude, facteurs en partie contrebalancés par la diminution du taux d'impôt américain.

Sur une bic, le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 23,3 %, comparativement à 27,0 % un an plus tôt et à 47,6 % au premier trimestre de 2018. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est situé à 23,7 %, comparativement à 27,0 % un an plus tôt et à 24,7 % au premier trimestre de 2018.

Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur l'incidence de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2018

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,3 % au 30 avril 2018.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté comparativement à 11,1 % à la fin du premier trimestre, en raison de l'élimination du plancher de Bâle I et de la hausse des résultats non distribués, facteurs en partie compensés par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, découlant principalement de la croissance des activités, et les rachats d'actions au cours du trimestre. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a reculé par rapport à celui de 11,4 % enregistré au 31 octobre 2017, étant donné que la croissance des bénéfices non distribués et l'élimination du plancher de Bâle I ont été plus que compensées par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et les rachats d'actions. Les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Au 30 avril 2018, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 30,8 milliards de dollars, en hausse par rapport à 30,2 milliards au 31 janvier 2018, ce qui a découlé principalement de l'incidence des fluctuations des cours de change sur le cumul des autres éléments du résultat global et de la croissance des résultats non distribués, facteurs en partie compensés par les rachats d'actions au cours du trimestre. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ont progressé par rapport à 30,6 milliards de dollars au 31 octobre 2017, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués, en partie compensée par les rachats d'actions.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 273,0 milliards de dollars au 30 avril 2018, en hausse par rapport à 270,6 milliards au 31 janvier 2018, en raison principalement de l'essor des activités et de l'incidence des variations des cours de change, essentiellement compensés par l'élimination du plancher de Bâle I. Les actifs pondérés en fonction des risques sont en hausse par rapport à 269,5 milliards de dollars au 31 octobre 2017, du fait de la croissance des activités, en grande partie compensée par l'élimination du plancher de Bâle I.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,9 % et à 15,0 % au 30 avril 2018, comparativement à 12,8 % et à 15,2 %, respectivement, au 31 janvier 2018. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 a augmenté en raison de l'accroissement des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Le total du ratio des fonds propres a baissé du fait principalement du remboursement de billets subordonnés. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 13,0 % et à 15,1 % au 31 octobre 2017. Au 30 avril 2018, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres ont baissé par rapport au 31 octobre 2017 en raison principalement de l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques.

Au 30 avril 2018, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,2 %, en baisse par rapport à 4,3 % au 31 janvier 2018 et à 4,4 % au 31 octobre 2017, en raison essentiellement de l'augmentation des positions de levier alimentée par la croissance des activités et l'incidence des variations de cours de change.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut contrer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au deuxième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En janvier 2018, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié sa révision du plancher de fonds propres selon Bâle I. Les modifications apportées comprennent une transition vers l'approche standard de Bâle II ainsi qu'une réduction du coefficient de rajustement du plancher, qui passera à 70 % au deuxième trimestre de l'exercice 2018, à 72,5 % au troisième trimestre et à 75 % à partir du quatrième trimestre. Au deuxième trimestre, aucun ajustement n'a été fait au titre du plancher de fonds propres.

En mai 2018, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a établi la version définitive de sa norme intitulée *Capital treatment for simple, transparent and comparable short-term securitisations*, qui renferme des lignes directrices et des dispositions supplémentaires sur le recours à un traitement privilégié en matière de fonds propres réglementaires dans le cadre de titrisations à court terme. Comme il l'a fait pour le dispositif visant les titrisations à court terme, nous nous attendons à ce que le BSIF adopte ce dispositif en vue d'une mise en œuvre à l'échelle nationale au premier trimestre de 2019.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime canadien de recapitalisation des banques (le « régime de recapitalisation interne »), qui entrera en vigueur le 23 septembre 2018. Le régime de recapitalisation interne est conforme aux normes internationales élaborées par le Conseil de stabilité financière, mais il est adapté au contexte canadien. Parallèlement à la réglementation, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (CTAP) pour les banques d'importance systémique nationale (BISN) canadiennes, qui seront tenues de maintenir un ratio CTAP minimal fondé sur le risque et un ratio de levier CTAP minimal à compter du 1^{er} novembre 2021. Par ailleurs, les BISN devront maintenir des réserves supérieures aux ratios CTAP minimaux. En mai 2018, le BSIF a publié les exigences définitives en matière de communication de la CTAP, lesquelles entreront en vigueur pour le premier trimestre de l'exercice 2019.

En mars 2018, le CBCB a publié un document consultatif sur la révision des exigences minimales de fonds propres à l'égard du risque de marché. Le document de consultation proposait un certain nombre de révisions à la norme sur le risque de marché publiée en janvier 2016, y compris une solution de rechange simplifiée à l'approche standard révisée sur le risque de marché. La mise en œuvre de la norme révisée sur le risque sera prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2022, ce qui donnera plus de temps aux banques pour mettre en place l'infrastructure de systèmes nécessaire à l'application de la norme et au CBCB pour régler certaines questions en suspens.

En décembre 2017, le CBCB a publié la version finale des réformes de Bâle III qui doivent être mises en œuvre le 1^{er} janvier 2022. Les réformes comprennent des approches standard révisées pour le risque de crédit et le risque opérationnel ainsi que l'application d'un plancher de fonds propres pour les actifs pondérés en fonction des risques, qui passera graduellement de 50 % en 2022 à 72,5 % en 2027. Le BSIF a indiqué qu'il prévoit que la période de mise en œuvre pourrait être plus courte que le délai de 10 ans proposé par le CBCB. Par ailleurs, le BSIF peut fixer le plancher de fonds propres initial à un niveau supérieur aux 50 % proposés par le CBCB. Une consultation publique sur la mise en œuvre à l'échelle nationale devrait avoir lieu au Canada plus tard en 2018.

Les lignes directrices du BSIF concernant l'approche standard pour le risque de crédit de contrepartie et le cadre de titrisation révisé devraient entrer en vigueur au premier trimestre de 2019. Une consultation publique sur les modifications visant la titrisation devrait avoir lieu à l'été 2018.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 99 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 109 à 111 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Fonds propres réglementaires (selon la formule « tout compris »)

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75 du Rapport annuel de BMO pour 2017.

Les exigences complètes et les exigences du BSIF en matière de fonds propres (selon la formule « tout compris ») sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires 1)	Ratio des fonds propres de catégorie 1	Ratio du total des fonds propres	Ratio de levier
Exigences de fonds propres minimales	4,5	6,0	8,0	3,0
Plus : coussin de conservation des fonds propres comprenant le supplément en actions ordinaires applicable aux BISN 1)	3,5	3,5	3,5	s. o.
Exigences du BSIF 2)	8,0	9,5	11,5	3,0

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît du coussin de conservation des fonds propres, qui est de 3,5 % et qui peut absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, le coussin de conservation des fonds propres comprend le supplément en actions ordinaires de 1 % applicable aux BISN. Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de ce coussin augmenté, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites du coussin.

2) Les exigences du BSIF sont les exigences publiées en matière de fonds propres, auxquelles les BISN doivent se conformer en 2018, pour éviter d'être assujetties aux restrictions relatives aux distributions discrétionnaires à même le résultat.

s. o. - sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2018	T1-2018	T4-2017
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	39 506	38 588	40 114
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(8 713)	(8 423)	(9 481)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	30 793	30 165	30 633
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	4 690	4 690	4 690
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(269)	(252)	(215)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 421	4 438	4 475
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	35 214	34 603	35 108
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 849	6 736	5 538
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(122)	(129)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	5 727	6 607	5 488
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	40 941	41 210	40 596

Actifs pondérés en fonction des risques 5) 6)

Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	273 011	270 577	269 466
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	273 184	270 577	269 466
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	273 357	270 577	269 466

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,1	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,9	12,8	13,0
Ratio du total des fonds propres	15,0	15,2	15,1

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) La mise en œuvre progressive de l'ajustement d'évaluation du crédit a débuté au premier trimestre de 2014. Les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, de 77 % et de 81 %, respectivement, en 2017 et de 80 %, de 83 % et de 86 % respectivement en 2018.
- 6) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF. Le BSIF a révisé son approche du plancher de fonds propres avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, le coefficient de rajustement du plancher s'établissant à 70 % au deuxième trimestre, à 72,5 % au troisième trimestre et à 75 % au quatrième trimestre et par la suite.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 30 avril 2018	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	640,6
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Billets à moyen terme	
Série H – tranche 1 1)	1 000 \$
Série H – tranche 2 1)	1 000 \$
Série I – tranche 1 1)	1 250 \$
Série I – tranche 2 1)	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % 2)	1 250 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	4,8
Droits non acquis	2,4

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 et tranche 2 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 171 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.
- 2) Des détails sur les billets subordonnés à 3,803 % sont présentés à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 172 du Rapport annuel pour 2017 de BMO, traitent en détail du capital social.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons racheté aux fins d'annulation 5 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un total d'environ 8 millions d'actions pour le semestre considéré et 13 millions d'actions au cours des quatre derniers trimestres.

Le 30 mai 2018, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto pour aller de l'avant avec notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vigueur du 1^{er} juin 2018 au 31 mai 2019, aux termes de laquelle nous pouvons racheter à des fins d'annulation jusqu'à 20 millions d'actions ordinaires. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Au cours du trimestre à l'étude, 105 848 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 28 mars 2018, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées et de nos billets à moyen terme, série F, première tranche de 900 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Dividendes

Le 30 mai 2018, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 0,96 \$ par action, soit 0,03 \$ de plus qu'au trimestre précédent et de 0,06 \$ par action, ou environ 7 %, de plus qu'un an plus tôt. Le dividende doit être versé le 28 août 2018 aux actionnaires inscrits le 1^{er} août 2018. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2018.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Depuis le premier trimestre de 2018, les ventilations de certains revenus des Services d'entreprise aux groupes d'exploitation ont été actualisées afin de refléter les activités commerciales sous-jacentes. Les résultats des périodes antérieures et les ratios se rapportant à ces périodes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Par ailleurs, les reclassements suivants ont été faits depuis le premier trimestre de 2018. Les pertes sur les prêts liées à certains coûts occasionnés par des activités frauduleuses ont été reclassées depuis la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les charges autres que d'intérêts de PE Canada et PE États-Unis. Certains frais ont été reclassés depuis les frais de service liés aux dépôts et aux ordres de paiement dans les frais de services de cartes des revenus autres que d'intérêts de PE Canada. De plus, les soldes des garanties en trésorerie ont été reclassés depuis les prêts et dépôts dans les autres actifs et autres passifs de BMO Marchés des capitaux. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 9, nous répartissons la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs et les provisions correspondantes entre les groupes d'exploitation. Au cours de l'exercice 2017 et au cours des exercices antérieurs, la dotation à la provision générale et la provision générale étaient attribuées aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 274	2 283	2 122	4 557	4 320
Revenus autres que d'intérêts	802	833	752	1 635	1 656
Total des revenus (bic)	3 076	3 116	2 874	6 192	5 976
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	197	174	s. o.	371	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(15)	(26)	s. o.	(41)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	182	148	210	330	382
Charges autres que d'intérêts	1 658	1 687	1 619	3 345	3 263
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 236	1 281	1 045	2 517	2 331
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	298	324	275	622	568
Bénéfice net comptable	938	957	770	1 895	1 763
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	12	11	12	23	25
Bénéfice net ajusté	950	968	782	1 918	1 788
Croissance du bénéfice net (%)	21,8	(3,6)	(2,3)	7,5	12,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	21,3	(3,6)	(2,3)	7,3	12,3
Croissance des revenus (%)	7,0	0,5	2,2	3,6	5,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,4	2,6	2,4	2,5	2,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,5	2,7	2,5	2,6	2,1
Rendement des capitaux propres (%)	18,2	18,5	14,8	18,3	16,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,5	18,7	15,0	18,6	16,7
Levier d'exploitation (%) (bic)	4,6	(2,1)	(0,2)	1,1	3,4
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	4,5	(2,2)	(0,3)	1,0	3,3
Ratio d'efficacité (%) (bic)	53,9	54,2	56,3	54,0	54,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	53,4	53,7	55,7	53,5	54,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,97	2,94	2,86	2,96	2,87
Actif productif moyen	313 568	307 810	303 941	310 641	303 604
Solde moyen brut des prêts et acceptations	318 262	311 731	305 560	314 942	304 935
Solde moyen net des prêts et acceptations	316 712	310 353	305 409	313 479	304 769
Solde moyen des dépôts	248 013	242 525	239 063	245 223	239 197

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les montants avant impôts de 15 millions de dollars au deuxième et au premier trimestres de 2018, de 16 millions au deuxième trimestre de 2017, de 30 millions au premier semestre de 2018 et de 33 millions au premier semestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net des Services bancaires PE s'est situé à 938 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 22 % en regard de l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 950 millions, ce qui constitue une hausse de 21 %, soit 23 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts	1 338	1 380	1 254	2 718	2 557
Revenus autres que d'intérêts	521	553	470	1 074	1 146
Total des revenus	1 859	1 933	1 724	3 792	3 703
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	131	97	s. o.	228	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(3)	4	s. o.	1	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	128	101	121	229	234
Charges autres que d'intérêts	936	966	888	1 902	1 793
Bénéfice avant impôts sur le résultat	795	866	715	1 661	1 676
Charge d'impôts sur le résultat	205	219	185	424	402
Bénéfice net comptable	590	647	530	1 237	1 274
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	-	-	1	1
Bénéfice net ajusté	591	647	530	1 238	1 275
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 214	1 276	1 114	2 490	2 286
Revenus des services bancaires aux entreprises	645	657	610	1 302	1 417
Croissance du bénéfice net (%)	11,0	(12,8)	0,5	(2,9)	20,0
Croissance des revenus (%)	7,8	(2,3)	2,9	2,4	8,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,3	6,7	4,3	6,0	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,4	6,7	4,4	6,0	3,4
Levier d'exploitation (%)	2,5	(9,0)	(1,4)	(3,6)	5,4
Levier d'exploitation ajusté (%)	2,4	(9,0)	(1,5)	(3,6)	5,3
Ratio d'efficience (%)	50,4	50,0	51,5	50,2	48,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,59	2,60	2,49	2,59	2,50
Actif productif moyen	211 840	210 867	206 757	211 345	206 207
Solde moyen brut des prêts et acceptations	222 153	220 190	214 314	221 155	213 569
Solde moyen net des prêts et acceptations	221 296	219 347	214 139	220 305	213 403
Solde moyen des dépôts	158 032	157 552	151 358	157 788	150 737

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2018, de néant au premier trimestre de 2018 et au deuxième trimestre de 2017 et de 1 million aux premiers semestres de 2018 et de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 590 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 60 millions, ou de 11 %, et le bénéfice net ajusté qui s'est élevé à 591 millions a progressé de 61 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges.

Les revenus s'étant établis à 1 859 millions de dollars affichent une croissance de 135 millions, ou de 8 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des revenus autres que d'intérêts, à la progression des soldes de la plupart des produits et à l'amélioration des marges. La marge nette d'intérêts a été de 2,59 %, pour une hausse de 10 points de base en raison de l'amélioration des marges et d'un changement dans la combinaison de produits.

Les revenus des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 100 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, de l'amélioration des marges et de l'augmentation des soldes de la plupart des produits.

Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 35 millions de dollars, ou de 6 %, en raison d'une hausse des soldes de la plupart des produits et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 7 millions de dollars, pour s'établir à 128 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 10 millions, pour s'établir à 131 millions, ce qui a découlé d'une augmentation des dotations à la provision liée aux prêts aux particuliers, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par une diminution des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé de 3 millions au cours du trimestre considéré. Atteignant 936 millions, les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 48 millions, ou de 5 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, à savoir l'accroissement des investissements dans les technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport à un an plus tôt, et s'est chiffré à 222,2 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a affiché une hausse de 1 % en raison surtout des choix de participation prévus, et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 10 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 6,7 milliards, ou de 4 %, et s'est chiffré à 158,0 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 2 %, ce qui inclut une augmentation de 8 % des soldes de comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 9 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a fléchi de 57 millions de dollars, ou de 9 %, et le bénéfice net ajusté a fléchi de 56 millions, ou de 9 %.

Les revenus ont reculé de 74 millions de dollars, ou de 4 %, du fait que celui à l'étude a compté trois jours de moins et en raison du profit lié à la restructuration d'Interac Corporation enregistré pour le trimestre précédent. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,59 %, ayant rétréci de 1 point de base.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont reculé de 62 millions de dollars, en raison du profit lié à la restructuration d'Interac Corporation et du fait que le trimestre à l'étude compte moins de jours. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont diminué de 12 millions du fait que le trimestre à l'étude compte moins de jours et d'un amenuisement des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été atténué par l'augmentation des soldes de la plupart des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 27 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 34 millions de dollars en raison de l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre considéré, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 3 millions de dollars, alors qu'une hausse de 4 millions de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a été enregistrée pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 30 millions, ou de 3 %, le montant net de l'incidence des réserves réglementaires, ainsi que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite passée en charges au premier trimestre et le fait que le trimestre considéré compte moins de jours ont été contrebalancés partiellement par les investissements continus dans les activités.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou de 1 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 0,5 milliard.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

À 1 237 millions de dollars et à 1 238 millions, respectivement, le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux contractés de 37 millions, ou de 3 % en regard d'un an plus tôt.

Les revenus ont progressé de 89 millions de dollars, ou de 2 %, en raison de l'accroissement des soldes de la plupart des produits et de l'amélioration des marges, facteurs atténués par le repli des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts de 2,59 % a affiché une hausse de 9 points de base pour le premier semestre considéré en raison de l'amélioration des marges et d'un changement dans la combinaison de produits, incluant le fait que les dépôts ont augmenté plus rapidement que les prêts. Un profit sur la vente de Moneris US de 168 millions après impôts (187 millions avant impôts) a été enregistré pour le premier trimestre de 2017 alors qu'un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation a été enregistré pour le premier trimestre de 2018.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a reculé de 5 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 6 millions, ce qui a découlé de la baisse de la dotation à la provision liée aux prêts aux entreprises, laquelle a été atténuée par une augmentation de la dotation à la provision liée aux prêts aux particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 1 million de dollars pour le trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 109 millions, ou de 6 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, à savoir l'accroissement des investissements dans les technologies, ainsi que les réserves réglementaires de l'exercice en cours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,6 milliards de dollars, ou de 4 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 7,1 milliards, ou de 5 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	729	718	648	1 447	1 321
Revenus autres que d'intérêts	218	223	210	441	382
Total des revenus (bic)	947	941	858	1 888	1 703
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	51	62	s. o.	113	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(9)	(25)	s. o.	(34)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	42	37	67	79	111
Charges autres que d'intérêts	562	573	545	1 135	1 101
Bénéfice avant impôts sur le résultat	343	331	246	674	491
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	71	84	67	155	124
Bénéfice net comptable	272	247	179	519	367
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	8	9	9	17	18
Bénéfice net ajusté	280	256	188	536	385
Croissance du bénéfice net (%)	52,1	31,4	(11,1)	41,5	(2,8)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	49,5	29,8	(10,8)	39,4	(2,9)
Croissance des revenus (%)	10,4	11,3	(1,8)	10,9	0,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,0	3,0	(2,8)	3,0	0,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,2	3,2	(2,7)	3,2	0,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	7,4	8,3	1,0	7,9	(0,2)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	7,2	8,1	0,9	7,7	(0,3)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	59,3	60,9	63,5	60,1	64,7
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	58,1	59,7	62,1	58,9	63,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,77	3,70	3,66	3,74	3,65
Actif productif moyen	79 118	77 101	72 454	78 093	72 955
Solde moyen brut des prêts et acceptations	74 747	72 804	68 027	73 760	68 437
Solde moyen net des prêts et acceptations	74 208	72 378	68 045	73 278	68 437
Solde moyen des dépôts	69 982	67 583	65 396	68 763	66 269

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	936	903	868	1 839	1 763
Revenus autres que d'intérêts	281	280	282	561	510
Total des revenus (bic)	1 217	1 183	1 150	2 400	2 273
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	66	77	s. o.	143	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(12)	(30)	s. o.	(42)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	54	47	89	101	148
Charges autres que d'intérêts	722	721	731	1 443	1 470
Bénéfice avant impôts sur le résultat	441	415	330	856	655
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	93	105	90	198	166
Bénéfice net comptable	348	310	240	658	489
Bénéfice net ajusté	359	321	252	680	513
Croissance du bénéfice net (%)	45,6	24,1	(8,1)	34,6	(3,0)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	43,2	22,6	(7,8)	32,7	(3,1)
Croissance des revenus (%)	5,9	5,3	1,2	5,6	0,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(1,2)	(2,4)	0,1	(1,8)	0,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(1,0)	(2,2)	0,2	(1,6)	0,6
Actif productif moyen	101 728	96 943	97 184	99 296	97 397
Solde moyen brut des prêts et acceptations	96 109	91 541	91 246	93 787	91 366
Solde moyen net des prêts et acceptations	95 416	91 006	91 270	93 174	91 366
Solde moyen des dépôts	89 981	84 973	87 705	87 435	88 460

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars américains au deuxième trimestre de 2018, de 12 millions de dollars américains au premier trimestre de 2018 et au deuxième trimestre de 2017, de 23 millions de dollars américains au premier semestre de 2018 et de 24 millions de dollars américains au premier semestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. – sans objet

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

À 348 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 108 millions, ou de 46 %, et, après ajustement, il a atteint 359 millions, ayant progressé de 107 millions, ou de 43 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

À 272 millions de dollars, le bénéfice net comptable s'est accru de 93 millions, ou de 52 %, et, après ajustement, il a atteint 280 millions, ayant progressé de 92 millions, ou de 50 %, sur un an, en raison d'une forte croissance des revenus, de l'avantage découlant de la réforme fiscale et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont été annulées en partie par une hausse des charges. L'avantage conféré par la réduction du taux d'impôt américain résultant d'une réforme fiscale, lequel s'est reflété sur le bénéfice net du trimestre à l'étude, a donné lieu à une augmentation d'environ 24 millions du bénéfice net comptable, et à une augmentation d'environ 25 millions du bénéfice net ajusté.

À 947 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 89 millions, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des revenus générés par les dépôts et à l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 11 points de base, pour s'établir à 3,77 %, en raison essentiellement de l'accroissement des revenus tirés des dépôts attribuable à la hausse des taux d'intérêt et des recouvrements d'intérêts, déduction faite des changements dans la combinaison des activités.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 42 millions de dollars, ayant diminué de 25 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 51 millions a diminué de 16 millions en raison de la baisse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers et aux entreprises. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 9 millions. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies pour se fixer à 562 millions et, après ajustement, elles se sont élevées à 551 millions, ce qui représente une hausse de 3 % dans les deux cas.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 6,7 milliards de dollars, ou de 10 %, sur un an, pour s'établir à 74,7 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 10 % et l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers, ce qui est imputable à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires de 2,1 milliards au cours du premier trimestre de 2018.

Le solde moyen des dépôts a progressé de 4,6 milliards de dollars, ou de 7 %, sur un an à cause d'un accroissement de 6 % des volumes des dépôts des particuliers et de 8 % en ce qui a trait aux volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 13 % et, après ajustement, il a augmenté de 12 % en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 25 millions de dollars, ou de 10 %, en regard du trimestre précédent, ce qui correspond, après ajustement, à une progression de 24 millions, ou de 9 %. Le fait que l'avantage conféré par la réduction du taux d'impôt américain résultant d'une réforme fiscale s'est répercuté sur l'ensemble du trimestre considéré alors qu'au trimestre précédent, cet avantage ne s'est répercuté que sur un seul mois, a donné lieu à une augmentation d'environ 14 millions du bénéfice net comptable et d'environ 15 millions du bénéfice net ajusté.

Les revenus se sont accrus de 6 millions de dollars, ou de 1 %, en raison essentiellement de la progression des revenus générés par les dépôts et de l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises, ce qui a été annulé dans une certaine mesure par le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins. La marge nette d'intérêts a augmenté de 7 points de base par suite de la progression des revenus générés par les dépôts et de la hausse des recouvrements d'intérêts, compte non tenu des changements dans la combinaison des activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a accusé une hausse de 5 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 11 millions en raison principalement de la diminution des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises. La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a baissé au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un recouvrement de pertes sur créances de 9 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 25 millions pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont diminué de 2 % en comparaison du trimestre précédent, ce qui traduit essentiellement l'incidence du fait que le trimestre considéré comptait moins de jours et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou de 3 %, stimulé par l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,4 milliards, ou de 4 %, ce qui est attribuable à l'augmentation de 7 % des volumes de dépôts des particuliers et d'une augmentation des volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Le bénéfice net comptable a augmenté de 35 % sur un an pour s'établir à 658 millions de dollars et, après ajustement, il s'est chiffré à 680 millions, ce qui signifie une hausse de 33 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 41 % pour s'établir à 519 millions de dollars et, après ajustement, il s'est chiffré à 536 millions, ce qui correspond à une hausse de 39 % qui est attribuable principalement à l'accroissement des revenus. L'avantage conféré par la réduction du taux d'impôt américain résultant d'une réforme fiscale, lequel s'est reflété sur le bénéfice net du semestre à l'étude, a donné lieu à une augmentation d'environ 34 millions du bénéfice net comptable et d'environ 35 millions du bénéfice net ajusté. Les résultats de l'exercice précédent incluent une perte après impôts de 27 millions de dollars (43 millions avant impôts) subie sur la vente de prêts.

Les revenus ont augmenté de 185 millions de dollars, ou de 11 %, pour se fixer à 1 888 millions en raison surtout de la progression des revenus générés par les dépôts et de la hausse des volumes de prêts au cours de l'exercice à l'étude, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 9 points de base, pour s'établir à 3,74 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus générés par les dépôts résultant de la hausse des taux d'intérêt, déduction faite des changements dans la combinaison des activités et de la compression des marges sur les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 32 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 2 millions en raison de la hausse des dotations à la provision relatives aux prêts aux entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des dotations à la provision liée aux prêts aux particuliers. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est élevé à 34 millions de dollars au cours de l'exercice considéré. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 135 millions et, après ajustement, elles sont passées à 1 112 millions, ce qui représente une hausse de 3 % dans les deux cas qui souligne le fait que l'accroissement des investissements dans les technologies constitue le vecteur de croissance le plus important.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est renforcé de 5,3 milliards de dollars, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 73,8 milliards par suite de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers de 8 % et de 7 %, respectivement.

Le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 68,8 milliards par suite d'une hausse de 5 % des volumes de dépôts des particuliers et d'un accroissement des volumes de dépôts des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts	204	200	175	404	347
Revenus autres que d'intérêts	1 378	1 405	1 695	2 783	2 740
Total des revenus	1 582	1 605	1 870	3 187	3 087
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	332	361	708	693	712
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 250	1 244	1 162	2 494	2 375
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	1	1	s. o.	2	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(1)	(2)	s. o.	(3)	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	-	(1)	1	(1)	3
Charges autres que d'intérêts	860	894	822	1 754	1 677
Bénéfice avant impôts sur le résultat	390	351	339	741	695
Charge d'impôts sur le résultat	94	85	85	179	172
Bénéfice net comptable	296	266	254	562	523
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	11	10	21	21	36
Bénéfice net ajusté	307	276	275	583	559
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	227	184	181	411	345
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	238	194	202	432	381
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	69	82	73	151	178
Croissance du bénéfice net (%)	16,8	(1,1)	83,6	7,6	80,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	11,7	(2,9)	70,3	4,3	63,8
Croissance des revenus (%)	(15,4)	31,9	33,3	3,2	8,5
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	7,6	2,5	16,7	5,0	14,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,5	4,6	0,8	4,5	(0,9)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	6,3	5,4	1,1	5,8	0,3
Rendement des capitaux propres (%)	20,4	18,3	17,2	19,3	17,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	21,1	19,0	18,7	20,1	18,3
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	3,1	(2,1)	15,9	0,5	15,5
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	1,3	(2,9)	15,6	(0,8)	14,3
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	68,8	71,9	70,8	70,3	70,6
Ratio d'efficacité ajusté (%)	53,5	54,9	42,6	54,2	52,9
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	67,7	70,9	68,6	69,3	68,8
Actifs sous gestion	439 193	435 504	430 001	439 193	430 001
Actifs sous administration 3)	386 493	379 664	490 344	386 493	490 344
Actif productif moyen	30 509	29 650	27 846	30 073	27 444
Solde moyen brut des prêts et acceptations	19 784	19 065	17 937	19 417	17 696
Solde moyen net des prêts et acceptations	19 752	19 032	17 932	19 385	17 691
Solde moyen des dépôts	34 717	34 008	33 919	34 356	33 044

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Montants avant impôts de 13 millions de dollars au deuxième et au premier trimestres de 2018, de 26 millions au deuxième trimestre de 2017, de 26 millions au premier semestre de 2018 et de 45 millions au premier semestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 296 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 42 millions, ou de 17 %, sur un an et, après ajustement, il a atteint 307 millions, ce qui représente une hausse de 32 millions, ou de 12 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. À 227 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 46 millions, ou de 26 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 238 millions, en hausse de 36 millions, ou de 18 %, ce qui est attribuable à une croissance générée par nos activités diversifiées et à l'amélioration des marchés boursiers, par comparaison à l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 69 millions, ce qui est pratiquement le même résultat que celui obtenu un an plus tôt.

Les revenus se sont établis à 1 582 millions de dollars, ayant reculé de 288 millions, ou de 15 % sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 88 millions, ou de 8 %, pour se situer à 1 250 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 131 millions, ayant progressé de 94 millions, ou de 9 % sur un an, en raison d'une croissance générée par nos activités diversifiées et de la meilleure tenue des marchés boursiers, facteurs ayant été contrebalancés dans une certaine mesure par l'incidence des dessaisissements. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 119 millions, comparativement à 125 millions un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 860 millions de dollars, en hausse de 38 millions, ou de 5 % par comparaison avec l'exercice précédent. Après ajustement, elles ont totalisé 847 millions, ayant augmenté de 51 millions, ou de 6 %, en raison principalement d'une hausse des charges liées aux revenus et des investissements dans les technologies.

À 439 milliards de dollars, les actifs sous gestion se sont accrus de 9 milliards, ou de 2 %, sur un an grâce à l'appréciation des marchés boursiers à l'accroissement des actifs des clients, ce qui a été atténué par des fluctuations défavorables des cours de change. À 386 milliards, les actifs sous administration ont reculé de 104 milliards, ou de 21 %, sur un an à cause de l'incidence des dessaisissements et des fluctuations défavorables des cours de change, lesquels ont été annulés en partie par l'appréciation des marchés boursiers et l'accroissement des actifs des clients. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 10 % et de 2 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a augmenté de 30 millions de dollars, ou de 11 %, comparativement au trimestre précédent, ce qui, après ajustement, représente une hausse de 31 millions, ou de 11 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 43 millions, ou de 23 %, en comparaison du trimestre précédent, ce qui, après ajustement, représente une augmentation de 44 millions, ou de 22 %, qui est attribuable principalement à la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et à la croissance générée par nos activités diversifiées, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par le fait que le trimestre considéré comptait moins de jours. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 69 millions, contre 82 millions au trimestre précédent, du fait surtout de l'avantage conféré par les variations à effet favorable des marchés au cours du trimestre précédent.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 6 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 23 millions, ou de 2 %, en raison de la croissance générée par nos activités diversifiées, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par le fait que le trimestre considéré comptait moins de jours. Les revenus nets d'assurance se sont chiffrés à 119 millions, contre 136 millions pour le trimestre précédent, à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont diminué de 34 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite et du fait que le trimestre considéré comptait moins de jours, facteurs partiellement contrebalancés par une augmentation des charges liées aux revenus.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 1 %, grâce essentiellement à l'accroissement des actifs des nouveaux clients et à l'appréciation des marchés. Les actifs sous administration ont progressé de 7 milliards, ou de 2 %, en raison surtout de l'accroissement des actifs des nouveaux clients et de l'appréciation des marchés. D'un trimestre à l'autre, les prêts et les dépôts ont affiché une croissance de 4 % et de 2 %, respectivement.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 562 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 39 millions, ou de 8 %, comparativement au semestre correspondant de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 583 millions, ce qui représente une hausse de 24 millions, ou de 4 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 411 millions, soit une augmentation de 66 millions, ou de 19 %, en comparaison du semestre correspondant de l'exercice précédent, et, après ajustement, il s'est établi à 432 millions, soit une augmentation de 51 millions, ou de 13 %, en raison de la croissance générée par nos activités diversifiées et du raffermissement des marchés boursiers. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 151 millions, contre 178 millions un an plus tôt, en raison surtout de l'avantage conféré par les variations à effet favorable des marchés au cours de l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par l'accroissement des activités.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 119 millions de dollars, ou de 5 %, sur un an pour s'établir à 2 494 millions. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 158 millions, ou de 8 %, pour s'établir à 2 239 millions, en raison de la croissance générée par nos activités diversifiées et du raffermissement des marchés boursiers, facteurs annulés dans une certaine mesure par l'incidence des dessaisissements. Les revenus nets d'assurance se sont chiffrés à 255 millions, contre 294 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent, à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 77 millions de dollars, ou de 5 %, pour atteindre 1 754 millions et, après ajustement, elles ont accusé une hausse de 96 millions, ou de 6 %, pour atteindre 1 728 millions, en raison surtout d'une augmentation des charges liées aux revenus et des investissements dans les technologies, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des dessaisissements.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts (bic)	144	233	363	377	699
Revenus autres que d'intérêts	897	849	823	1 746	1 703
Total des revenus (bic)	1 041	1 082	1 186	2 123	2 402
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	(16)	(1)	s. o.	(17)	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	3	(4)	s. o.	(1)	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(13)	(5)	46	(18)	42
Charges autres que d'intérêts	670	720	686	1 390	1 408
Bénéfice avant impôts sur le résultat	384	367	454	751	952
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	98	96	143	194	274
Bénéfice net comptable	286	271	311	557	678
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	-	1	-	1
Bénéfice net ajusté	286	271	312	557	679
Revenus du secteur Produits de négociation	622	650	675	1 272	1 445
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	419	432	511	851	957
Croissance du bénéfice net (%)	(7,9)	(26,3)	9,9	(17,9)	26,6
Croissance des revenus (%)	(12,3)	(11,0)	12,2	(11,6)	16,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(2,3)	(0,3)	8,4	(1,3)	8,9
Rendement des capitaux propres (%)	13,4	12,6	15,2	13,0	16,3
Levier d'exploitation (%) (bic)	(10,0)	(10,7)	3,8	(10,3)	7,3
Ratio d'efficacité (%) (bic)	64,4	66,5	57,8	65,5	58,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,22	0,36	0,56	0,29	0,53
Actif productif moyen	266 948	259 221	266 394	263 020	265 734
Actif moyen	302 772	295 412	304 010	299 031	305 529
Solde moyen brut des prêts et acceptations	46 489	45 775	48 864	46 126	48 661
Solde moyen net des prêts et acceptations	46 419	45 708	48 847	46 057	48 634
Solde moyen des dépôts	137 266	133 555	150 092	135 380	148 868

- 1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.
- 2) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2018, de néant au premier trimestre de 2018, de 1 million au deuxième trimestre de 2017, et de 1 million au premier semestre de 2018 et de 2 millions au premier semestre de 2017 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux diminué de 8 %, sur un an pour s'établir à 286 millions de dollars. Les résultats témoignent des revenus particulièrement élevés enregistrés par le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été contré en partie par une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par une réduction des impôts au cours du trimestre considéré.

Les revenus se sont établis à 1 041 millions de dollars, ayant reculé de 145 millions, ou de 12 %, soit de 11 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué à cause principalement d'un ralentissement des activités de banque d'affaires. Les revenus du secteur Produits de négociation ont affiché une baisse du fait essentiellement de la baisse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances s'est chiffré à 13 millions de dollars, alors qu'une dotation nette de 46 millions a été inscrite un an auparavant. Les recouvrements nets de pertes sur créances liées aux prêts douteux se sont élevés à 16 millions, alors qu'une dotation nette de 46 millions a été inscrite un an auparavant. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a augmenté de 3 millions de dollars au cours du trimestre considéré. Les charges autres que d'intérêts, lesquelles se sont chiffrées à 670 millions, ont diminué de 16 millions, ou de 2 %, sur un an, soit de 1 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux augmenté de 15 millions de dollars, ou de 6 %, sur un trimestre, en raison surtout d'une diminution des charges et d'une hausse des recouvrements nets de pertes sur créances, facteurs partiellement contrebalancés par le recul des revenus.

Les revenus ont diminué de 41 millions de dollars, ou de 4 %. Les revenus du secteur Produits de négociation ont affiché une baisse du fait de la baisse des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué à cause principalement du fait que le trimestre considéré comptait moins de jours.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances a affiché une hausse de 8 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les recouvrements nets de pertes sur créances liées aux prêts douteux se sont élevés à 16 millions, contre 1 million pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a augmenté de 3 millions de dollars au cours du trimestre considéré, en comparaison de recouvrements de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 4 millions pour le trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 50 millions, ou de 7 %, du fait d'une baisse des frais liés au personnel, notamment la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et du fait que le trimestre considéré comptait moins de jours.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 557 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 18 % sur un an dans les deux cas, laquelle est attribuable essentiellement à un recul des revenus, ce qui a été contré dans une certaine mesure par des recouvrements nets de pertes sur créances.

Les revenus se sont établis à 2 123 millions de dollars, ayant reculé de 279 millions, ou de 12 %, soit de 10 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain dont la valeur était plus élevée à l'exercice précédent. Les revenus du secteur Produits de négociation ont diminué par suite de la baisse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué en raison surtout d'un ralentissement des activités de banque d'affaires.

Le total des recouvrements nets de pertes sur créances s'est établi à 18 millions de dollars en regard de dotations nettes totales de 42 millions un an plus tôt. Les recouvrements nets de pertes sur créances liés aux prêts douteux se sont situés à 17 millions, alors que des dotations nettes de 42 millions ont été inscrites un an plus tôt. Les recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts productifs se sont élevés à 1 million au cours de l'exercice considéré. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 390 millions, ayant diminué de 1 %, soit une hausse de 1 %, compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2018	T1-2018	T2-2017	Cumul 2018	Cumul 2017
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(70)	(47)	(39)	(117)	(98)
Compensation sur une bic des groupes	(61)	(123)	(212)	(184)	(329)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(131)	(170)	(251)	(301)	(427)
Revenus autres que d'intérêts	49	45	62	94	108
Total des revenus (bic)	(82)	(125)	(189)	(207)	(319)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	(10)	-	s. o.	(10)	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	1	(1)	s. o.	-	s. o.
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(9)	(1)	(6)	(10)	(9)
Charges autres que d'intérêts	374	140	157	514	321
Perte avant impôts sur le résultat	(447)	(264)	(340)	(711)	(631)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(173)	257	(253)	84	(403)
Perte nette comptable	(274)	(521)	(87)	(795)	(228)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	2	3	13	5	27
Coûts de restructuration 3)	192	-	-	192	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 4)	-	425	-	425	-
Perte nette ajustée	(80)	(93)	(74)	(173)	(201)

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, l'innovation, les ressources humaines et les communications ainsi que les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires PE, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration ainsi qu'une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du deuxième trimestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 274 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 87 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 80 millions pour le trimestre, contre 74 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration après impôts qui s'est élevée à 192 millions pour le trimestre considéré, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés sont pratiquement identiques à ceux d'un an auparavant étant donné que le recul des revenus non établis sur une bic a été annulé en grande partie par une diminution des charges. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la charge de restructuration comptabilisée pour le trimestre à l'étude et des facteurs précités.

Comparaison du deuxième trimestre de 2018 et du premier trimestre de 2018

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 274 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à 521 millions pour le trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 80 millions, contre 93 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration après impôts qui s'est élevée à 192 millions pour le trimestre considéré, et d'une charge ponctuelle hors trésorerie imputable au fait que la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis s'est élevée à 425 millions de dollars pour le trimestre précédent, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une diminution des charges. Les résultats comptables ont affiché une hausse en raison de la charge de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du trimestre précédent et des facteurs susmentionnés, ce qui a été contrebalancé en partie par la charge de restructuration comptabilisée pour le trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2018 et du premier semestre de 2017

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 795 millions de dollars pour le semestre considéré, comparativement à 228 millions un an plus tôt. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 173 millions, contre 201 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une charge ponctuelle hors trésorerie imputable à une réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et d'une charge de restructuration comptabilisées au cours de l'exercice à l'étude, ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une diminution des charges. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause de la charge de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours de l'exercice à l'étude et de la charge de restructuration comptabilisée pour l'exercice à l'étude, ce qui a été compensé en partie par des facteurs susmentionnés.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016
Revenus	5 617	5 678	5 655	5 459	5 741	5 405	5 278	5 633
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	332	361	573	253	708	4	79	691
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 285	5 317	5 082	5 206	5 033	5 401	5 199	4 942
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 1)	172	174	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 1)	(12)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1)	160	141	202	126	251	167	167	247
Charges autres que d'intérêts	3 562	3 441	3 375	3 286	3 284	3 385	3 330	3 102
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 563	1 735	1 505	1 794	1 498	1 849	1 702	1 593
Charge d'impôts sur le résultat	317	762	278	407	250	361	357	348
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 246	973	1 227	1 387	1 248	1 488	1 345	1 245
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	2	3	15	13	13	14	21	19
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	23	21	26	28	34	28	29	31
Coûts de restructuration 4)	192	-	41	-	-	-	-	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)	-	-	-	(54)	-	-	-	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 6)	-	425	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 463	1 422	1 309	1 374	1 295	1 530	1 395	1 295
Bénéfice de base par action (\$)	1,86	1,43	1,82	2,05	1,85	2,23	2,03	1,87
Bénéfice dilué par action (\$)	1,86	1,43	1,81	2,05	1,84	2,22	2,02	1,86
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,20	2,12	1,94	2,03	1,92	2,28	2,10	1,94

1) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 32, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.

4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. La charge de restructuration avant impôts s'est élevée à 59 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017. Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

5) La dotation à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.

6) Charge de réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation, à la page 33.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2017.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de l'exercice 2016 et le deuxième trimestre de l'exercice 2018.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats comptables et ajustés tiennent compte d'un montant élevé de sinistres liés aux activités de réassurance au quatrième trimestre de 2017, d'un profit réalisé à la vente de Moneris US, déduction faite d'une perte sur la vente de prêts au cours du premier trimestre de 2017, et d'un profit à la vente d'un placement au cours du quatrième trimestre de 2016.

Les résultats comptables reflètent les charges de restructuration comptabilisées au deuxième trimestre de 2018 et au quatrième trimestre de 2017, la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au cours du premier trimestre de 2018 ainsi que la diminution de la provision générale au troisième trimestre de 2017.

Sur sept des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. La croissance enregistrée par PE États-Unis reflétait en grande partie l'augmentation des revenus tirés des dépôts stimulée par la hausse des taux d'intérêt et l'amélioration progressive des volumes de prêts et de dépôts. Les résultats de la Gestion de patrimoine au premier semestre de 2018 témoignent de l'accroissement des activités et de l'amélioration des marchés boursiers du Canada et des États-Unis, facteurs ayant été annulés en partie par une hausse des charges. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés aux activités de réassurance ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. Le rendement de BMO Marchés des capitaux a été bon tout au long des exercices 2016 et 2017, en dépit des répercussions qu'ont entraînées les modifications apportées à la législation fiscale qui sont entrées en vigueur au milieu de l'exercice 2017 pour certains clients de notre segment des actions. Les résultats du premier semestre de 2018 ont été touchés par le ralentissement des activités de prise ferme et de consultation. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités qui explique le calcul de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

La hausse du taux d'impôt comptable appliqué aux résultats du premier trimestre de 2018 est attribuable à une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis par suite d'une diminution du taux d'impôt fédéral des États-Unis. Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend des changements apportés à la législation fiscale, du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des ajustements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, de la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 30 avril 2018, le total des actifs atteignait 743,6 milliards de dollars, ayant augmenté de 34,0 milliards en regard du 31 octobre 2017. Le repli du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 1,3 milliard, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 19,8 milliards, et ce, en raison surtout de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Le solde net des prêts a augmenté de 10,9 milliards, ce qui est largement attribuable à une hausse de 7,5 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable en grande partie à l'accroissement au Canada et aux États-Unis des prêts aux entreprises et à une hausse de 2,5 milliards des prêts hypothécaires à l'habitation liée en grande partie à l'acquisition d'un portefeuille de prêts hypothécaires par PE États-Unis. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 4,6 milliards de dollars en raison surtout de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les valeurs mobilières se sont accrues de 2,5 milliards, ce qui est en accord avec les activités de gestion de la trésorerie. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont diminué de 0,3 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 34,6 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2017. La dépréciation du dollar américain les a réduits de 1,2 milliard, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 23,8 milliards de dollars en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrues de 12,4 milliards dans tous les groupes d'exploitation, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers et des dépôts de gros, les dépôts des particuliers ayant progressé de 4,4 milliards, ceux d'autres banques ayant augmenté de 4,2 milliards et ceux des entreprises et des administrations publiques ayant augmenté de 3,7 milliards. La dette subordonnée a augmenté de 0,6 milliard à cause d'une nouvelle émission effectuée au cours du trimestre précédent, ce qui a été contrebalancé en partie par un rachat effectué au cours du trimestre à l'étude. Les passifs liés à la titrisation et aux entités structurées ont augmenté de 0,5 milliard du fait essentiellement de la titrisation de prêts automobiles effectuée au premier trimestre. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, se sont raffermis de 1,5 milliard.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 2,4 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 3,0 milliards, ce qui tient compte des conséquences des fluctuations du dollar américain. Ce recul est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur taux d'intérêt, facteur partiellement annulé par la hausse de la juste valeur des contrats sur produits de base.

Le total des capitaux propres a diminué de 0,6 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2017. Le cumul des autres éléments du résultat global a fléchi de 0,9 milliard à cause essentiellement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt à la fois sur les couvertures de flux de trésorerie et sur la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global des titres. Les résultats non distribués ont augmenté de 0,4 milliard par suite du bénéfice net gagné au cours de l'exercice à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes et les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation.

La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2017 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 198 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2017. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 30 avril 2018.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2017 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2017 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 144 à 147 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté de manière prospective l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Classement et évaluation

Selon l'IFRS 9, les instruments de créance sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. Conformément au choix de méthode comptable permis aux termes de l'IFRS 9, nous avons choisi de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture.

La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO est à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les pages 116 et 117 du Rapport annuel pour 2017 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant aux pages 76 et 77 de notre Rapport annuel pour 2017.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Par conséquent, en date du 1^{er} janvier 2018, le taux d'imposition fédéral des sociétés prévu par la loi américaine a été assoupli, passant de 35 % à 21 %. Ainsi, notre bénéfice net a donc été frappé par une charge ponctuelle hors trésorerie au cours du dernier trimestre à la suite de la modification du taux d'imposition en raison de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis en fonction du taux d'imposition réduit qui s'en est ensuivi. La charge tenait compte des estimations de certaines incidences fiscales sur le revenu qui pourraient être mises à jour ultérieurement. La baisse du taux d'impôt aura un effet favorable sur le bénéfice de BMO aux États-Unis. Nous serons à l'affût de toute nouvelle directive portant sur cette loi, notamment les dispositions visant à élargir l'assiette fiscale et les suggestions possibles relatives à l'impôt des États, ainsi que de toute répercussion qu'elles pourraient entraîner.

En mars 2018, la Cour d'appel des États-Unis pour le cinquième circuit a déclaré nulle la règle d'obligation fiduciaire du Department of Labor (DOL) qui est entrée en vigueur en juin 2017 et le DOL a annoncé de manière informelle qu'il n'avait pas l'intention d'en appeler de la décision de la Cour d'appel. Le DOL a fait savoir informellement que la norme d'obligation fiduciaire, laquelle a été instaurée avant juin 2017, était à présent applicable et a prescrit des lignes directrices provisoires en vue de faciliter le retour à l'ancienne règle. De plus, la SEC a proposé des règles en vertu desquelles une norme d'agir au mieux des intérêts du client visant les comptes de courtage serait imposée, les obligations fiduciaires des conseillers en placement seraient clarifiées et la communication d'autres informations serait exigée. Compte tenu de l'incertitude qui plane sur la réglementation, BMO évalue en ce moment s'il s'avère nécessaire d'apporter d'autres changements à ses pratiques commerciales.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 99 et 109 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 112 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 94 à 98 de son Rapport annuel pour 2017.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

	Au 30 avril 2018				Au 31 octobre 2017				
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
(en millions de dollars canadiens)	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 922	-	35 922	-	32 599	-	32 599	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 637	372	7 265	-	6 490	346	6 144	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	165 380	86 589	78 791	-	163 198	90 449	72 749	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	94 681	-	94 681	-	75 047	-	75 047	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	368 901	-	368 901	-	358 507	-	358 507	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	26 588	23 737	2 851	-	28 951	27 359	1 592	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	16 385	-	16 385	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	28 075	-	12 628	15 447	28 242	-	12 927	15 315	Taux d'intérêt
Total des actifs	743 569	110 698	617 424	15 447	709 580	118 154	576 111	15 315	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	491 198	13 803	477 395	-	479 792	13 674	466 118	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	24 770	22 878	1 892	-	27 804	26 122	1 682	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	16 385	-	16 385	-	16 546	-	16 546	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	25 414	25 414	-	-	25 163	25 163	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	78 782	-	78 782	-	55 119	-	55 119	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	57 647	-	57 415	232	55 773	-	55 415	358	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	5 627	-	5 627	-	5 029	-	5 029	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	699 823	62 095	637 496	232	665 226	64 959	599 909	358	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté en regard du trimestre précédent, ce qui a découlé principalement de la conjoncture récente alors que les actions plus volatiles et les données historiques sur les taux d'intérêt sont maintenant utilisées pour calculer la VaR. La moyenne de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension n'a varié que légèrement d'un trimestre à l'autre.

La moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'accroissement des expositions aux actions et à l'incidence de la volatilité accrue dont il a été question ci-dessus. La moyenne du total de la VaR en période de tension a augmenté en regard de l'exercice précédent, en raison principalement d'un changement dans la méthode de calcul du risque de marché au troisième trimestre de 2017 en lien avec l'évaluation des dérivés non assortis de garanties.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation, en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2018				Au 31 janvier 2018	Au 30 avril 2017	Cumul 2018	Cumul 2017
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	0,7	0,5	0,8	0,3	0,5	0,8	0,5	1,0
VaR liée aux actions	5,1	5,2	7,8	3,5	3,6	3,1	4,4	3,3
VaR liée au change	0,2	0,6	1,4	0,2	0,8	0,7	0,7	1,0
VaR liée aux taux d'intérêt	4,8	6,0	8,7	4,7	5,2	5,5	5,6	7,2
VaR liée au crédit	2,5	1,9	2,5	1,6	1,8	2,1	1,9	2,1
Diversification	(5,8)	(6,7)	n. s.	n. s.	(6,1)	(6,4)	(6,5)	(7,5)
Total de la VaR – Négociation	7,5	7,5	9,3	5,6	5,8	5,8	6,6	7,1
Total de la VaR en période de tension – Négociation	27,6	23,1	28,7	16,6	23,0	17,6	23,1	19,9

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a augmenté en regard du 31 janvier 2018, en raison surtout du fait que la tarification modélisée des dépôts est plus sensible aux taux d'intérêt lorsque ceux-ci sont plus élevés, étant donné que les taux du marché ont augmenté au deuxième trimestre de 2018. L'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt s'est accru par rapport au 31 janvier 2018, puisque les taux des dépôts des clients peuvent maintenant chuter de manière plus importante. La sensibilité du résultat structurel a augmenté par rapport au 31 janvier 2018, car au 30 avril 2018, il est prévu qu'un plus grand nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	30 avril 2018	31 janvier 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	31 janvier 2018	30 avril 2017
Hausse de 100 points de base	(1 144,3)	(1 111,7)	(811,4)	107,8	73,1	119,8
Baisse de 100 points de base	585,7	467,4	165,3	(332,4)	(315,3)	(343,4)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2018 donnerait lieu à une augmentation de 46 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de leur valeur économique avant impôts de 371 millions (53 millions et 425 millions, respectivement, au 31 janvier 2018; 69 millions et 504 millions, respectivement au 30 avril 2017). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2018 donnerait lieu à une diminution de 43 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de leur valeur économique avant impôts de 464 millions (51 millions et 516 millions, respectivement, au 31 janvier 2018; 69 millions et 612 millions, respectivement, au 30 avril 2017). Les variations des marchés boursiers influent également sur les résultats des activités d'assurance. Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 220,0 milliards de dollars au 30 avril 2018, contre 213,5 milliards au 31 janvier 2018. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 37, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 30 avril 2018					Au 31 janvier 2018
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 922	–	35 922	1 557	34 365	39 729
Dépôts à d'autres banques	7 637	–	7 637	–	7 637	6 740
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	151 685	20 973	172 658	109 234	63 424	54 942
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	23 169	371	23 540	5 597	17 943	16 772
Titres de créance d'entreprises	21 077	10 285	31 362	5 543	25 819	22 641
Titres de participation d'entreprises	64 130	20 393	84 523	40 405	44 118	47 705
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	260 061	52 022	312 083	160 779	151 304	142 060
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	28 935	–	28 935	2 240	26 695	24 954
Total des actifs liquides	332 555	52 022	384 577	164 576	220 001	213 483
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	66 618	–	66 618	477	66 141	64 700
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	–	–	–	–	–	–
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	399 173	52 022	451 195	165 053	286 142	278 183

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 30 avril 2018.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés (en millions de dollars canadiens)

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 559	-	1 557	-	42 002
Valeurs mobilières 5)	341 018	134 937	28 082	10 026	167 973
Prêts	339 966	70 848	477	202 500	66 141
Autres actifs					
Instruments dérivés	26 588	-	-	26 588	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 385	-	-	16 385	-
Bureaux et matériel	1 966	-	-	1 966	-
Écart d'acquisition	6 263	-	-	6 263	-
Immobilisations incorporelles	2 190	-	-	2 190	-
Actifs d'impôt exigible	2 108	-	-	2 108	-
Actifs d'impôt différé	2 159	-	-	2 159	-
Actifs divers	13 389	2 314	-	11 075	-
Total des autres actifs	71 048	2 314	-	68 734	-
Total des actifs	795 591	208 099	30 116	281 260	276 116

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	47 899	-	1 430	-	46 469
Valeurs mobilières 5)	326 916	130 695	29 207	9 880	157 134
Prêts	328 970	67 436	427	196 407	64 700
Autres actifs					
Instruments dérivés	31 756	-	-	31 756	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 705	-	-	16 705	-
Bureaux et matériel	1 965	-	-	1 965	-
Écart d'acquisition	6 056	-	-	6 056	-
Immobilisations incorporelles	2 144	-	-	2 144	-
Actifs d'impôt exigible	2 071	-	-	2 071	-
Actifs d'impôt différé	2 187	-	-	2 187	-
Actifs divers	13 719	3 725	-	9 994	-
Total des autres actifs	76 603	3 725	-	72 878	-
Total des actifs	780 388	201 856	31 064	279 165	268 303

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 10,0 milliards de dollars au 30 avril 2018, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2018, le RLCT moyen quotidien a été de 150 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a baissé en regard de celui de 153 % enregistré pour le trimestre précédent en raison d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 36.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 99 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 30 avril 2018

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	140,2
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	166,7	10,3
Dépôts stables	90,4	2,7
Dépôts moins stables	76,3	7,6
Financement de gros non garanti, dont :	142,4	78,6
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	57,7	14,4
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	54,7	34,2
Dettes non garanties	30,0	30,0
Financement de gros garanti	*	16,1
Exigences supplémentaires, dont :	127,4	29,0
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	8,4	4,6
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,8	2,8
Facilités de crédit et de liquidité	116,2	21,6
Autres obligations de financement contractuelles	0,5	-
Autres obligations de financement conditionnelles	369,3	6,3
Total des sorties de trésorerie	*	140,3
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	126,7	18,6
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	8,3	5,1
Autres entrées de trésorerie	22,7	22,7
Total des entrées de trésorerie	157,7	46,4
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		140,2
Total des sorties nettes de trésorerie		93,9
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		150

Trimestre clos le 31 janvier 2018

Total des actifs liquides de haute qualité	Total de la valeur ajustée 4)
Total des sorties nettes de trésorerie	139,5
Ratio de liquidité à court terme (%)	91,2
	153

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au deuxième trimestre de 2018.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 310,0 milliards de dollars au 30 avril 2018, en hausse comparativement à 302,7 milliards au 31 janvier 2018. La hausse des dépôts des clients est imputable à l'incidence du raffermissement du dollar américain et à la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 30 avril 2018, ces dépôts se chiffraient à 32,4 milliards.

Au 30 avril 2018, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 184,2 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 61,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 122,8 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 178,4 milliards au 31 janvier 2018 en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 220,0 milliards au 30 avril 2018 et qui, tel qu'il est décrit à la page 35, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

	Au 30 avril 2018								Au 31 janvier 2018
	Total partiel –								
Au 30 avril 2018	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	4 804	161	17	44	5 026	–	10	5 036	3 680
Certificats de dépôt et papier commercial	8 680	22 686	14 728	11 472	57 566	1 674	–	59 240	62 004
Billets de dépôt au porteur	266	244	294	20	824	–	–	824	1 386
Papier commercial adossé à des actifs	1 165	2 133	833	–	4 131	–	–	4 131	3 109
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	1 006	1 605	2 791	2 684	8 086	7 087	33 497	48 670	45 094
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	–	–	–	–	–	6	3 418	3 424	2 970
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	557	557	1 455	2 569	2 940	12 309	17 818	17 956
Obligations couvertes	–	–	–	2 327	2 327	3 879	19 751	25 957	22 781
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	77	1 220	1 297	1 391	3 112	5 800	5 590
Dettes subordonnées 4)	–	–	–	–	–	–	5 626	5 626	6 463
Autres 5)	–	4 206	–	–	4 206	–	3 467	7 673	7 351
Total	15 921	31 592	19 297	19 222	86 032	16 977	81 190	184 199	178 384
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	1 165	6 896	1 467	5 002	14 530	8 210	38 639	61 379	56 787
Financement non garanti	14 756	24 696	17 830	14 220	71 502	8 767	42 551	122 820	121 597
Total 6)	15 921	31 592	19 297	19 222	86 032	16 977	81 190	184 199	178 384

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

5) Avances des FHLB.

6) Le total du financement de gros était constitué de 47,2 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 137,0 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2018.

Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. En février 2018, le BSIF a annoncé qu'il ciblait janvier 2020 comme date révisée de mise en œuvre du RSLLT pour les institutions canadiennes qui acceptent les dépôts, compte tenu des progrès réalisés à l'échelle internationale.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 159 du Rapport annuel pour 2017 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d’emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation demeurent celles d’émissions de premier ordre et de grande qualité. Le 19 avril 2018, par suite de l’établissement de la version définitive du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, DBRS a modifié les perspectives de la dette à long terme, de la dette de premier rang et des dépôts de la Banque de Montréal, les faisant passer de négatives à stables; la notation de l’ancienne dette subordonnée avait été abaissée d’un cran pour toutes les BISN canadiennes.

Au 30 avril 2018

Agence de notation	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Dette subordonnée – FPUNV	Perspectives
Moody’s	P-1	A1	Baa2	Négatives
S&P	A-1	A+	BBB	Stables
Fitch	F1+	AA-	A+	Stables
DBRS	R-1 (élevée)	AA	A (faible)	Stables

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 30 avril 2018, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 209 millions de dollars, 635 millions et 1 104 millions, si ses cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 92 et 93 de son Rapport annuel pour 2017. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2018 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Au 30 avril 2018

	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	7	-	-	-	-	10	47	-	57	64
Italie	1	-	-	-	-	3	-	-	3	4
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	176	1	-	-	1	4	-	-	4	181
Total – pays GIIPE	184	1	-	-	1	17	47	-	64	249
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	121	168	-	176	344	70	15	17	102	567
Allemagne	310	4	71	5 202	5 277	34	13	-	47	5 634
Pays-Bas	397	140	10	-	150	15	43	-	58	605
Autres 8)	163	6	3	161	170	1	86	21	108	441
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	991	318	84	5 539	5 941	120	157	38	315	7 247
Reste de l'Europe										
Norvège	252	101	-	-	101	1	-	22	23	376
Suède	39	193	3	258	454	3	-	-	3	496
Suisse	289	6	-	-	6	19	37	40	96	391
Royaume-Uni	1 899	227	73	3 111	3 411	223	103	2	328	5 638
Autres 8)	23	159	-	125	284	-	-	5	5	312
Total – reste de l'Europe	2 502	686	76	3 494	4 256	246	140	69	455	7 213
Total – Europe 9)	3 677	1 005	160	9 033	10 198	383	344	107	834	14 709

Au 31 janvier 2018

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total – pays GIIPE	178	3	74	-	77	1	10	1	12	267
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 022	270	178	996	1 444	165	118	37	320	2 786
Total – reste de l'Europe	2 377	423	67	2 586	3 076	436	116	17	569	6 022
Total – Europe 9)	3 577	696	319	3 582	4 597	602	244	55	901	9 075

Au 31 octobre 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total – pays GIIPE	151	-	1	-	1	19	46	-	65	217
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 120	247	133	1 188	1 568	84	85	28	197	2 885
Total – reste de l'Europe	2 081	479	77	572	1 128	243	63	13	319	3 528
Total – Europe 9)	3 352	726	211	1 760	2 697	346	194	41	581	6 630

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

	Prêts 2)								
	Tranche financée au 30 avril 2018			Au 30 avril 2018		Au 31 janvier 2018		Au 31 octobre 2017	
Pays	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	7	-	8	7	6	6	103	6
Italie	1	-	-	1	1	16	16	27	27
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	170	6	-	192	176	172	156	149	118
Total – pays GIIPE	171	13	-	201	184	194	178	279	151
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)									
France	121	-	-	167	121	180	135	152	107
Allemagne	162	148	-	386	310	369	291	488	358
Pays-Bas	84	313	-	529	397	435	351	756	554
Autres 8)	101	62	-	407	163	393	245	247	101
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	468	523	-	1 489	991	1 377	1 022	1 643	1 120
Reste de l'Europe									
Norvège	35	217	-	515	252	466	281	287	153
Suède	14	25	-	179	39	193	40	195	49
Suisse	77	212	-	385	289	364	293	156	99
Royaume-Uni	9	1 890	-	2 479	1 899	2 068	1 729	2 285	1 746
Autres 8)	7	16	-	58	23	61	34	66	34
Total – reste de l'Europe	142	2 360	-	3 616	2 502	3 152	2 377	2 989	2 081
Total – Europe 9)	781	2 896	-	5 306	3 677	4 723	3 577	4 911	3 352

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2018 :

- Une sûreté de 1 352 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (47 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 269 millions d'euros.

- Des garanties de 1,7 milliard de dollars (48 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 198 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 30 avril 2018 (*inclut une position nette de 152 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 19 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (20,0 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2018).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 16 millions de dollars au 30 avril 2018 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 4 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 5 pays et celle dans la Fédération de Russie était de néant au 30 avril 2018.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 50 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2018	31 janvier 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	3 838 \$	3 705 \$	3 241 \$	7 543 \$	6 542 \$
Valeurs mobilières (note 2)	567	536	428	1 103	864
Dépôts à d'autres banques	152	122	72	274	126
	4 557	4 363	3 741	8 920	7 532
Charges d'intérêts					
Dépôts	1 372	1 201	919	2 573	1 807
Dette subordonnée	57	53	36	110	74
Autres passifs	637	563	377	1 200	712
	2 066	1 817	1 332	3 883	2 593
Revenus nets d'intérêts	2 491	2 546	2 409	5 037	4 939
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	251	262	244	513	495
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	279	279	275	558	555
Revenus de négociation	433	417	266	850	674
Commissions sur prêts	236	247	226	483	449
Frais de services de cartes	149	128	99	277	218
Frais de gestion de placements et de garde de titres	435	423	402	858	802
Revenus tirés de fonds d'investissement	376	366	351	742	697
Commissions de prise ferme et de consultation	213	219	311	432	559
Profits sur titres, autres que de négociation	38	67	56	105	87
Revenus de change, autres que de négociation	63	36	68	99	102
Revenus d'assurance	460	507	844	967	1 040
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	41	44	38	85	281
Autres	152	137	152	289	248
	3 126	3 132	3 332	6 258	6 207
Total des revenus	5 617	5 678	5 741	11 295	11 146
Dotation à la provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	160	141	251	301	418
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	332	361	708	693	712
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	2 011	1 963	1 778	3 974	3 761
Bureaux et matériel	672	664	651	1 336	1 258
Amortissement des immobilisations incorporelles	129	123	122	252	241
Déplacements et expansion des affaires	173	157	179	330	340
Communications	75	67	74	142	143
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	9	10	8	19	19
Honoraires	141	123	128	264	252
Autres	352	334	344	686	655
	3 562	3 441	3 284	7 003	6 669
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 563	1 735	1 498	3 298	3 347
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	317	762	250	1 079	611
Bénéfice net	1 246 \$	973 \$	1 248 \$	2 219 \$	2 736 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 246	973	1 247	2 219	2 734
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	2
Bénéfice net	1 246 \$	973 \$	1 248 \$	2 219 \$	2 736 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 11)					
De base	1,86 \$	1,43 \$	1,85 \$	3,30 \$	4,08 \$
Dilué	1,86	1,43	1,84	3,29	4,06
Dividendes par action ordinaire	0,93	0,93	0,88	1,86	1,76

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2018	31 janvier 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Bénéfice net	1 246 \$	973 \$	1 248 \$	2 219 \$	2 736 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 1)					
(Pertes) latentes sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenues au cours de la période 2)	(105)	(113)	s. o.	(218)	s. o.
Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 3)	s. o.	s. o.	155	s. o.	59
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(23)	(13)	(37)	(36)	(42)
	(128)	(126)	118	(254)	17
Variation nette des (pertes) latentes sur les couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période 5)	(106)	(595)	(41)	(701)	(443)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 6)	84	31	11	115	22
	(22)	(564)	(30)	(586)	(421)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 059	(1 090)	1 355	(31)	573
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 7)	(181)	131	(187)	(50)	(91)
	878	(959)	1 168	(81)	482
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	27	72	(96)	99	145
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	42	(74)	(115)	(32)	(158)
	69	(2)	(211)	67	(13)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	797	(1 651)	1 045	(854)	65
Total du résultat global (de la perte globale)	2 043 \$	(678)\$	2 293 \$	1 365 \$	2 801 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	2 043	(678)	2 292	1 365	2 799
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	2
Total du résultat global (de la perte globale)	2 043 \$	(678)\$	2 293 \$	1 365 \$	2 801 \$

1) Les données des périodes présentées avant le 1^{er} novembre 2017 représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

2) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 30 millions de dollars, de 24 millions et de s. o. pour le trimestre et de 54 millions et de s. o. pour le semestre, respectivement (note 12).

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de s. o., de s. o. et de (69) millions de dollars pour le trimestre et de s. o. et de (14) millions pour le semestre, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 8 millions de dollars, de 4 millions et de 15 millions pour le trimestre et de 12 millions et de 18 millions pour le semestre, respectivement.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 39 millions de dollars, de 201 millions et de 17 millions pour le trimestre et de 240 millions et de 181 millions pour le semestre, respectivement (note 12).

6) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (30) millions de dollars, de (11) millions et de (3) millions pour le trimestre et de (41) millions et de (7) millions pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 65 millions de dollars, de (47) millions et de 68 millions pour le trimestre et de 18 millions et de 33 millions pour le semestre, respectivement.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (10) millions de dollars, de (50) millions et de 30 millions pour le trimestre et de (60) millions et de (63) millions pour le semestre, respectivement (note 12).

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (15) millions de dollars, de 26 millions et de 42 millions pour le trimestre et de 11 millions et de 57 millions pour le semestre, respectivement.

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	30 avril 2018	31 janvier 2018	31 octobre 2017
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 922 \$	41 159 \$	32 599 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 637	6 740	6 490
Valeurs mobilières (note 2)	165 380	163 551	163 198
Titres pris en pension ou empruntés	94 681	83 194	75 047
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	117 770	117 186	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 733	61 118	61 944
Prêts sur cartes de crédit	8 175	7 994	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	182 870	171 988	175 067
	370 548	358 286	360 340
Provision pour pertes sur créances (notes 1, 3)	(1 647)	(1 624)	(1 833)
	368 901	356 662	358 507
Autres actifs			
Instruments dérivés	26 588	31 756	28 951
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 385	16 705	16 546
Bureaux et matériel	1 966	1 965	2 033
Écart d'acquisition	6 263	6 056	6 244
Immobilisations incorporelles	2 190	2 144	2 159
Actifs d'impôt exigible	2 108	2 071	1 371
Actifs d'impôt différé (note 12)	2 159	2 187	2 865
Actifs divers	13 389	13 719	13 570
	71 048	76 603	73 739
Total des actifs	743 569 \$	727 909 \$	709 580 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	491 198 \$	475 565 \$	479 792 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	24 770	31 079	27 804
Acceptations	16 385	16 705	16 546
Titres vendus à découvert	25 414	26 367	25 163
Titres mis en pension ou prêtés	78 782	72 260	55 119
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 565	23 503	23 054
Passifs d'impôt exigible	47	52	125
Passifs d'impôt différé	185	207	233
Passifs divers	33 850	32 880	32 361
	202 998	203 053	180 405
Dette subordonnée (note 6)	5 627	6 463	5 029
Capitaux propres			
Actions privilégiées (note 7)	4 240	4 240	4 240
Actions ordinaires (note 7)	12 926	13 020	13 032
Surplus d'apport	304	306	307
Résultats non distribués (note 1)	24 119	23 902	23 709
Cumul des autres éléments du résultat global	2 157	1 360	3 066
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	43 746	42 828	44 354
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-
Total des capitaux propres	43 746	42 828	44 354
Total des passifs et des capitaux propres	743 569 \$	727 909 \$	709 580 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Actions privilégiées (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	4 240 \$	3 840 \$	4 240 \$	3 840 \$
Émises au cours de la période	-	500	-	500
Solde à la clôture de la période	4 240	4 340	4 240	4 340
Actions ordinaires (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	13 020	12 791	13 032	12 539
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	215	-	401
Émises en vertu du régime d'options sur actions	7	66	55	132
Rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(101)	-	(161)	-
Solde à la clôture de la période	12 926	13 072	12 926	13 072
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	306	303	307	294
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	(3)	(3)	(9)	6
Autres	1	7	6	7
Solde à la clôture de la période	304	307	304	307
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	23 902	22 077	23 709	21 205
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 1)	-	s. o.	99	s. o.
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 246	1 247	2 219	2 734
Dividendes – Actions privilégiées	(46)	(42)	(91)	(87)
– Actions ordinaires	(596)	(575)	(1 196)	(1 145)
Frais d'émission d'actions	-	(4)	-	(4)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(387)	-	(621)	-
Solde à la clôture de la période	24 119	22 703	24 119	22 703
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts 1)				
Solde à l'ouverture de la période	(125)	(53)	56	48
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (note 1)	-	s. o.	(55)	s. o.
(Pertes) latentes sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenues au cours de la période	(105)	s. o.	(218)	s. o.
Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période	s. o.	155	s. o.	59
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(23)	(37)	(36)	(42)
Solde à la clôture de la période	(253)	65	(253)	65
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(746)	205	(182)	596
(Pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenues au cours de la période	(106)	(41)	(701)	(443)
Reclassement, dans le résultat, de pertes au cours de la période	84	11	115	22
Solde à la clôture de la période	(768)	175	(768)	175
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	2 506	3 641	3 465	4 327
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 059	1 355	(31)	573
(Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(181)	(187)	(50)	(91)
Solde à la clôture de la période	3 384	4 809	3 384	4 809
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(20)	(271)	(92)	(512)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	27	(96)	99	145
Solde à la clôture de la période	7	(367)	7	(367)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(255)	(76)	(181)	(33)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	42	(115)	(32)	(158)
Solde à la clôture de la période	(213)	(191)	(213)	(191)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 157	4 491	2 157	4 491
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	43 746 \$	44 913 \$	43 746 \$	44 913 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	-	24	-	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	-	1	-	2
Rachat/achat de la participation ne donnant pas le contrôle	-	(25)	-	(25)
Autres	-	-	-	(1)
Solde à la clôture de la période	-	-	-	-
Total des capitaux propres	43 746 \$	44 913 \$	43 746 \$	44 913 \$

1) Les données des périodes présentées avant le 1^{er} novembre 2017 représentent les titres disponibles à la vente (note 1).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 246 \$	1 248 \$	2 219 \$	2 736 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	1	7	2	9
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(39)	(63)	(107)	(96)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	6 505	(2 535)	1 796	(6 556)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	160	251	301	418
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	7 688	(903)	4 591	9 171
– (diminution) des passifs dérivés	(8 901)	(36)	(4 833)	(8 083)
Amortissement des bureaux et du matériel	98	96	195	192
Amortissement d'autres actifs	58	57	117	114
Amortissement des immobilisations incorporelles	129	122	252	241
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	77	(130)	686	(26)
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(23)	(5)	(50)	(3)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	53	(35)	(711)	(505)
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(10)	(54)	(86)	(41)
Variation des intérêts courus – (augmentation) des intérêts à recevoir	(137)	(125)	(151)	(101)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	168	86	135	(21)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 997	1 324	(22)	(2 104)
Augmentation (diminution) nette des dépôts	2 344	(2 750)	9 458	10 288
(Augmentation) nette des prêts	(6 835)	(5 705)	(11 185)	(3 895)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 300)	1 608	308	(1 242)
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	4 360	6 259	23 653	20 724
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(9 396)	368	(19 724)	(13 653)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(131)	323	492	(201)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(888)	(592)	7 336	7 366
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	15	–	827	(1 370)
Produit de l'émission des obligations couvertes	2 706	–	2 706	2 277
Rachat d'obligations couvertes	–	–	(567)	(2 602)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	–	–	1 566	–
Remboursement sur la dette subordonnée (note 6)	(900)	(100)	(900)	(100)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 7)	–	500	–	500
Frais d'émission d'actions	–	(4)	–	(4)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	7	66	55	133
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(488)	–	(782)	–
Dividendes versés en trésorerie	(645)	(401)	(1 276)	(806)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	695	61	1 629	(1 972)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(615)	(203)	(1 105)	(1 784)
Achats de titres, autres que de négociation	(13 442)	(8 152)	(21 837)	(15 921)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 239	1 876	5 549	3 019
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 831	7 181	11 897	13 042
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle	–	(25)	–	(25)
Bureaux et matériel – (achats) nets	(54)	(59)	(119)	(93)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(135)	(107)	(267)	(218)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(6 176)	511	(5 882)	(1 980)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 132	1 469	240	461
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 237)	1 449	3 323	3 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	41 159	34 079	32 599	31 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	35 922 \$	35 528 \$	35 922 \$	35 528 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 885 \$	1 266 \$	3 752 \$	2 678 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	208 \$	411 \$	1 077 \$	984 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	4 364 \$	3 646 \$	8 722 \$	7 688 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2018 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, qui figurent aux pages 144 à 201 de notre Rapport annuel 2017. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 30 mai 2018.

Changements de méthodes comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. L'incidence sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires au 1^{er} novembre 2017 s'est traduite par une augmentation de 70 millions de dollars (44 millions après impôts) relativement aux exigences de la norme en matière de dépréciation. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées. Il y a lieu de se reporter à la note 15, Transition à l'IFRS 9, de notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2018 pour connaître l'incidence sur le bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2017.

Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode que nous appliquions auparavant était conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La provision relative aux actifs visés par l'étape 2 devra être supérieure à celle prévue à l'étape 1 en raison de la période plus longue de prise en compte dans le cadre de l'étape 2. L'étape 3 exige la comptabilisation des pertes pour la durée de vie de tous les actifs dépréciés.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique future soient basées sur une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Classement et évaluation

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Les instruments de créance seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que certaines conditions soient respectées et qu'il soit alors permis de les évaluer soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit au coût amorti.

L'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de

remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global; les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

L'évaluation au coût amorti est permise si les instruments de créance sont détenus dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Les profits ou pertes sur cession et les pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Dans le cadre de l'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et de l'évaluation au coût amorti, les instruments, les primes, les escomptes et les coûts de transaction sont amortis sur la durée de l'instrument sur la base du rendement effectif et sont comptabilisés à titre d'ajustement des revenus d'intérêts.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auquel cas les profits et les pertes ne sont jamais comptabilisés en résultat.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, la Banque a appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 8 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 a instauré un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode comptable, qui nous permet de choisir de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture; nous avons choisi cette méthode.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Classement des instruments de créance

Les instruments de créance, y compris les prêts, sont classés selon le modèle économique utilisé pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. Nous exerçons notre jugement afin de déterminer quel modèle économique sera utilisé pour gérer les actifs et si les flux de trésorerie se composent uniquement de capital et d'intérêts.

Provision pour pertes sur créances

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent le taux de chômage, l'indice des prix des habitations et les taux d'intérêt et celles propres aux portefeuilles de prêts aux entreprises, aux grandes entreprises et aux États souverains comprennent le PIB, les taux d'intérêt et l'indice de volatilité, et ce, pour ce qui est des principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité afin de déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Modifications comptables futures

Cadre conceptuel

En mars 2018, l'IASB a publié le cadre conceptuel révisé (le « cadre »), qui définit les concepts fondamentaux aux fins de la présentation de l'information financière pour assurer que les décisions futures relativement à la normalisation soient prises de façon uniforme et que des transactions similaires soient traitées de manière similaire et ainsi fournir des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers. Le cadre servira à prendre des décisions futures relativement à la normalisation, mais n'a aucune incidence sur les normes IFRS actuelles. Le cadre révisé entre en vigueur pour la Banque le 1^{er} novembre 2020. Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura son adoption.

Note 2 : Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en six catégories, chacune visant un objectif d'affaires distinct ou étant soumise à un traitement comptable qui lui est propre. Elles se présentent comme suit :

Les **titres de négociation** sont ceux achetés aux fins de revente à court terme. Les titres de négociation sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction de même que les variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus de négociation à notre état consolidé des résultats.

Les **titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net** sont comptabilisés à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur et les coûts de transaction connexes sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste profits (pertes) sur titres, autres que de négociation, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après. Cette catégorie comprend :

Titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour être admissibles à cette désignation, les titres doivent avoir une juste valeur pouvant être calculée de manière fiable; leur désignation élimine ou réduit sensiblement la disparité de traitement qui, autrement, résulterait de l'évaluation des profits et des pertes sur une base différente. Les titres doivent être désignés au moment de leur constatation initiale et cette désignation est irrévocable. Si ces titres n'étaient pas désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ils seraient comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction liés aux titres détenus par notre filiale d'assurance sont constatés dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Autres titres qui doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Ces titres sont des titres gérés selon leur juste valeur, mais qui ne sont pas détenus à des fins de négociation, ou des titres de créance dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts, et des titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de négociation.

Les **titres de créance évalués au coût amorti** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction et sont, par la suite, évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les pertes de valeur sont inscrites à notre état consolidé des résultats. Les revenus d'intérêts gagnés et l'amortissement de la prime, de l'escompte et des coûts de transaction sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières.

Les **titres de créances évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de créance achetés dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Ces titres peuvent être vendus en raison ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de crédit, de variations du risque de change et de changements quant aux sources ou aux modalités de financement ou pour combler des besoins de liquidités.

Les titres de créances évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur, les profits et pertes latents étant inscrits dans notre état consolidé du résultat global jusqu'à ce que ces titres soient vendus ou dépréciés. Les profits et pertes sur cession et les pertes (recouvrements) de valeur sont inscrits à notre état consolidé des résultats dans les revenus autres que d'intérêts au poste profits sur titres, autres que de négociation. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les **titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** sont des titres de participation à l'égard desquels nous avons choisi de comptabiliser les variations de la juste valeur de l'instrument dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits ou pertes constatés à l'égard de ces instruments ne seront jamais comptabilisés en résultat net. Les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas assujettis à une évaluation de la dépréciation.

Les **titres divers** représentent des investissements dans des entreprises associées sur lesquelles nous exerçons une influence notable sur le plan des décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (de façon générale, des sociétés dont nous détenons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces titres sont comptabilisés au moyen de la méthode de la mise en équivalence, alors que notre quote-part du résultat net est comptabilisée dans les participations dans des entreprises associées et des coentreprises dans notre état consolidé des résultats. Tout autre montant au titre des autres éléments du résultat global est reflété dans la section pertinente de notre état du résultat global.

Nous inscrivons à notre bilan consolidé toutes nos transactions sur titres selon le mode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur qui surviennent entre la date de transaction et celle de règlement sont portées en résultat net, sauf celles liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui sont inscrites dans les autres éléments du résultat global.

Dépréciation de titres

Les titres de créance classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis à des tests de dépréciation au moyen du modèle de pertes sur créances attendues, à l'exception des titres dont le risque de crédit est réputé faible et dont la provision pour pertes sur créances est évaluée en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois.

Classement des valeurs mobilières

Au 30 avril 2018, les valeurs mobilières de la Banque sont classées conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017, conformément à l'IAS 39, comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2018	31 octobre 2017
Titres de négociation	88 814	99 069
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net 1)	11 299	s. o.
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créances et titres de participation	56 562	s. o.
Titres disponibles à la vente	s. o.	54 075
Titres évalués au coût amorti 2)	8 040	s. o.
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	9 094
Titres divers	665	960
Total	165 380	163 198

1) Se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 600 millions de dollars et de titres désignés à la juste valeur de 8 699 millions.

2) Déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million de dollars (s. o. au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents sur les titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2018 conformément à l'IFRS 9 et des profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2018				31 octobre 2017			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	13 133	4	64	13 073	9 212	6	38	9 180
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 410	10	32	4 388	3 613	29	15	3 627
l'administration fédérale américaine	15 452	4	612	14 844	14 481	12	224	14 269
des municipalités, agences et États américains	3 606	23	40	3 589	4 058	43	5	4 096
d'autres administrations publiques	3 028	2	20	3 010	3 567	3	12	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	2 496	6	13	2 489	2 457	9	11	2 455
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	11 833	3	421	11 415	10 902	6	147	10 761
Titres de créance d'entreprises	3 733	4	42	3 695	4 514	23	12	4 525
Titres de participation d'entreprises	59	–	–	59	1 499	121	16	1 604
Total	57 750	56	1 244	56 562	54 303	252	480	54 075

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2018	Pour le semestre clos le 30 avril 2018
Par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créances	246	472
Coût amorti	43	92
Total	289	564

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 30 avril 2018, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 872 millions de dollars, dont une tranche de 1 647 millions a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 225 millions, dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Provision liée aux prêts productifs

Nous maintenons une provision afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Notre démarche quant à l'établissement et au maintien de la provision constituée liée aux prêts productifs est fondée sur les exigences des IFRS, compte tenu des lignes directrices du BSIF.

Dans le cadre de la méthodologie des pertes sur créances attendues de l'IFRS 9, une provision est comptabilisée pour les pertes sur créances attendues liées aux actifs financiers, peu importe s'il y a réellement eu un événement générateur de pertes ou non. Nous comptabilisons une provision pour pertes d'un montant équivalant aux pertes sur créances attendues pour les douze mois à venir si le risque de crédit à la date de présentation de l'information financière n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale (étape 1). Nous comptabiliserons des pertes sur créances attendues sur la durée restante des actifs financiers productifs qui sont considérés comme ayant subi une hausse importante du risque de crédit (étape 2).

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il figure sur une liste de comptes à surveiller.

La perte sur créances attendues dépend de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), le moment de la perte étant aussi pris en compte, et est estimée en intégrant des renseignements économiques prospectifs et au moyen de l'exercice d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte par les modèles de perte sur créances attendues.

La PD représente la probabilité qu'un prêt ne soit pas remboursé et tombe en situation de défaut sur un horizon de douze mois pour l'étape 1 ou sur la durée de vie pour l'étape 2. La PD de chaque instrument individuel est modelée en fonction des données historiques et est estimée d'après les conditions actuelles du marché et les informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures.

L'ECD est modelée en fonction des données historiques et représente une estimation du montant de l'encours exposé au risque de crédit au moment du défaut. Pour les sommes hors bilan et les sommes inutilisées, l'ECD inclut une estimation de tout montant supplémentaire qui pourrait avoir été prélevé au moment du défaut.

La PCD représente la somme qui pourrait ne pas être recouvrée en cas de défaut et est modelée en fonction des données historiques et des informations raisonnables et justifiables à propos des conditions économiques futures, lorsque approprié. La PCD prend en compte le montant et la qualité de toute sûreté.

Nous prenons en compte les événements passés, les conditions actuelles des marchés et les informations prospectives raisonnables et justifiables à propos de la conjoncture économique future pour calculer le montant de pertes attendues. Lors de l'évaluation des informations relatives à la conjoncture économique future possible, nous faisons appel à divers scénarios économiques, notamment à notre scénario de référence, lequel représente le résultat le plus probable et cadre avec notre plan stratégique, ainsi qu'à des prévisions favorables et défavorables, qui sont tous élaborés par notre groupe Études économiques. Les principales variables économiques utilisées pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent la diversité géographique de nos portefeuilles, selon le cas.

Afin de déterminer la durée de vie d'un prêt, la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options sont généralement prises en compte. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

La méthodologie que nous employons à l'égard des pertes sur créances attendues exige également l'exercice d'un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'inclure l'incidence estimée des facteurs qui échappent aux résultats obtenus au moyen du modèle de pertes sur créances attendues.

Provision liée aux prêts douteux

Nous maintenons une provision pour prêts douteux (étape 3) afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu, qui se chiffre à 1 754 millions de dollars (1 827 millions au 31 octobre 2017). Une telle provision est établie pour des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux afin de ramener leur valeur comptable au montant recouvrable attendu. Nous réexaminons régulièrement nos prêts afin de déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une sortie du bilan (exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, qui sont classés comme douteux et sortis du bilan lorsque les paiements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours). L'examen des prêts-problèmes qui sont considérés, pris individuellement, comme importants est effectué au moins une fois par trimestre par les gestionnaires de comptes, chacun d'eux évaluant les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimés de recouvrement d'un prêt en tenant compte de tous les événements et conditions qui sont pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Prêts douteux considérés comme importants pris individuellement

Pour déterminer le montant que nous nous attendons à recouvrer sur un prêt douteux considéré comme important, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimés que nous actualisons au taux d'intérêt effectif initial du prêt. Le calcul des flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt garanti douteux reflète la réalisation attendue de la sûreté sous-jacente, après déduction des coûts attendus et de tout montant dont la loi exige le versement à l'emprunteur. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts et comprendre de la trésorerie, des titres, des biens immobiliers, des créances, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

Prêts douteux considérés comme négligeables pris individuellement

Des prêts hypothécaires à l'habitation, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont été individuellement désignés comme négligeables et peuvent être individuellement ou collectivement soumis à des tests de dépréciation à la lumière des résultats passés en matière de perte et des attentes à l'égard de la conjoncture économique future.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 30 avril 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} février 2018	26	27	47	100
Transfert à l'étape 1	9	(8)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(18)	14	1	(3)
Montages des prêts	1	-	-	1
Décomptabilisations et échéances	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(8)	4	1	(3)
Montants sortis du bilan	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	1	-	(1)	-
Solde au 30 avril 2018	19	31	46	96
Prêts à tempérament et autres prêts particuliers				
Solde au 1 ^{er} février 2018	79	317	129	525
Transfert à l'étape 1	59	(55)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	30	(22)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(51)	52	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(49)	95	51	97
Montages des prêts	9	-	-	9
Décomptabilisations et échéances	(4)	(12)	-	(16)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	6	7	77	90
Montants sortis du bilan	-	-	(78)	(78)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	22	22
Change et autres	1	4	(3)	2
Solde au 30 avril 2018	86	328	147	561
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} février 2018	76	255	-	331
Transfert à l'étape 1	56	(56)	-	-
Transfert à l'étape 2	(13)	13	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(52)	53	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(49)	100	1	52
Montages des prêts	6	-	-	6
Décomptabilisations et échéances	-	(14)	-	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(1)	(9)	54	44
Montants sortis du bilan	-	-	(81)	(81)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	27	27
Change et autres	2	-	-	2
Solde au 30 avril 2018	77	246	-	323
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} février 2018	282	371	239	892
Transfert à l'étape 1	18	(18)	-	-
Transfert à l'étape 2	(3)	4	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(9)	9	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(33)	30	32	29
Montages des prêts	33	-	-	33
Décomptabilisations et échéances	(15)	(22)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(15)	40	25
Montants sortis du bilan	-	-	(80)	(80)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	9	12	11	32
Solde au 30 avril 2018	291	368	233	892
Total des soldes au 30 avril 2018	473	973	426	1 872
Composition : Prêts	383	866	398	1 647
Autres instruments de crédit 2)	90	107	28	225

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 4 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le semestre clos le 30 avril 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le semestre clos le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	18	(17)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	4	(3)	-
Transfert à l'étape 3	-	(6)	6	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(19)	20	5	6
Montages des prêts	6	-	-	6
Décomptabilisations et échéances	(1)	(3)	-	(4)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(2)	7	8
Montants sortis du bilan	-	-	(10)	(10)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	4	4
Change et autres	-	(1)	(4)	(5)
Solde au 30 avril 2018	19	31	46	96
Prêts à tempérament et autres prêts particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	127	(119)	(8)	-
Transfert à l'étape 2	(14)	62	(48)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(103)	105	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(111)	154	74	117
Montages des prêts	18	-	-	18
Décomptabilisations et échéances	(9)	(23)	-	(32)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	9	(29)	123	103
Montants sortis du bilan	-	-	(144)	(144)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	39	39
Change et autres	1	-	(8)	(7)
Solde au 30 avril 2018	86	328	147	561
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	116	(116)	-	-
Transfert à l'étape 2	(26)	26	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(101)	102	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(105)	207	11	113
Montages des prêts	11	-	-	11
Décomptabilisations et échéances	(1)	(24)	-	(25)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(6)	(8)	113	99
Montants sortis du bilan	-	-	(163)	(163)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	50	50
Change et autres	-	-	-	-
Solde au 30 avril 2018	77	246	-	323
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	51	(50)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(13)	23	(10)	-
Transfert à l'étape 3	-	(28)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(45)	54	86	95
Montages des prêts	66	-	-	66
Décomptabilisations et échéances	(34)	(40)	-	(74)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	(41)	103	87
Montants sortis du bilan	-	-	(130)	(130)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	31	31
Change et autres	(2)	(1)	(5)	(8)
Solde au 30 avril 2018	291	368	233	892
Total des soldes au 30 avril 2018	473	973	426	1 872
Composition : Prêts	383	866	398	1 647
Autres instruments de crédit 2)	90	107	28	225

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 4 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de notre provision pour pertes sur créances selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Total
	30 avril 2017	30 avril 2017	30 avril 2017	30 avril 2017
Pour les trimestres clos le				
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	57	117	240	414
Montants sortis du bilan	(6)	(155)	(103)	(264)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	5	49	10	64
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	2	127	122	251
Fluctuations de change et autres	(1)	(3)	(12)	(16)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	135	257	449
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	72	584	1 003	1 659
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(4)	(17)	21	-
Fluctuations de change et autres	2	6	29	37
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	70	573	1 053	1 696
Total de la provision pour pertes sur créances	127	708	1 310	2 145
Composition : Prêts	100	708	1 129	1 937
Autres instruments de crédit	27	-	181	208

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Total
	30 avril 2017	30 avril 2017	30 avril 2017	30 avril 2017
Pour les semestres clos le				
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	59	123	250	432
Montants sortis du bilan	(13)	(317)	(160)	(490)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	8	97	28	133
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	9	239	170	418
Fluctuations de change et autres	(6)	(7)	(31)	(44)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	135	257	449
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	71	596	1 015	1 682
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(2)	(25)	27	-
Fluctuations de change et autres	1	2	11	14
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	70	573	1 053	1 696
Total de la provision pour pertes sur créances	127	708	1 310	2 145
Composition : Prêts	100	708	1 129	1 937
Autres instruments de crédit	27	-	181	208

Des revenus d'intérêts de prêts douteux de 16 millions de dollars et de 39 millions ont été respectivement comptabilisés pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts et de la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 30 avril 2018 conformément à l'IFRS 9 et au 31 octobre 2017 conformément à l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2018				31 octobre 2017			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision spécifique 2)	Provision générale 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	239 084	197	680	238 207	233 672	212	799	232 661
États-Unis	121 153	195	563	120 395	115 029	161	641	114 227
Autres pays	10 311	6	6	10 299	11 639	20	-	11 619
Total	370 548	398	1 249	368 901	360 340	393	1 440	358 507

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 28 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 197 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (136 millions au 31 octobre 2017), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 131 millions de dollars au 30 avril 2018 (1 064 millions au 31 octobre 2017), dont une tranche de 510 millions était classée en tant que prêts productifs au 30 avril 2018 (509 millions au 31 octobre 2017). Des prêts renégociés de 26 millions et de 33 millions, respectivement, ont été sortis du bilan au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018 (36 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2017).

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, et le risque de crédit et de contrepartie.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de la gestion du risque structurel de marché lié à nos activités bancaires et d'assurance.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de marché sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 94 à 98.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque de liquidité et de financement sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 99 à 103.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et compensés de manière centralisée et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Nos méthodes de gestion et principales mesures à l'égard du risque sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion globale des risques de notre Rapport de gestion annuel 2017, aux pages 86 à 90. D'autres renseignements sur le risque de crédit lié aux prêts sont présentés à la note 3.

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)

				30 avril 2018
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 196	79	-	75 275
Bas	18 530	2 482	-	21 012
Moyen	12 714	3 490	-	16 204
Haut	102	391	-	493
Non coté	4 216	186	-	4 402
Douteux	-	-	384	384
Provision pour pertes sur créances	19	31	21	71
Valeur comptable	110 739	6 597	363	117 699
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	19 884	-	-	19 884
Très faible	13 013	106	-	13 119
Bas	12 310	197	-	12 507
Moyen	7 925	3 422	-	11 347
Haut	112	1 794	-	1 906
Non coté	2 201	205	-	2 406
Douteux	-	-	564	564
Provision pour pertes sur créances	80	315	146	541
Valeur comptable	55 365	5 409	418	61 192
Prêts sur cartes de crédit 1)				
Exceptionnellement faible	2 103	-	-	2 103
Très faible	1 018	20	-	1 038
Bas	901	147	-	1 048
Moyen	1 994	873	-	2 867
Haut	115	458	-	573
Non coté	545	1	-	546
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	58	212	-	270
Valeur comptable	6 618	1 287	-	7 905
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	89 036	503	-	89 539
Catégorie spéculative	82 689	5 390	-	88 079
Liste de surveillance	-	4 070	-	4 070
Douteux	-	-	1 182	1 182
Provision pour pertes sur créances	218	303	231	752
Valeur comptable	171 507	9 660	951	182 118
Engagements de clients aux termes d'acceptations				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	11 438	-	-	11 438
Catégorie spéculative	4 516	354	-	4 870
Liste de surveillance	-	55	-	55
Douteux	-	-	22	22
Provision pour pertes sur créances	8	5	-	13
Valeur comptable	15 946	404	22	16 372
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	99 855	154	-	100 009
Catégorie spéculative	41 079	3 171	-	44 250
Liste de surveillance	-	1 763	-	1 763
Douteux	-	-	214	214
Provision pour pertes sur créances	90	107	28	225
Valeur comptable	140 844	4 981	186	146 011

1) Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et sortis du bilan lorsque les paiements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours.

Note 5 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2018			31 octobre 2017		
	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Juste valeur des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 104			4 797		
Autres actifs connexes 1)	11 672			12 091		
Total	16 776	16 713	16 522	16 888	16 847	16 621

1) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, nous avons vendu des prêts de 3 419 millions de dollars et de 4 418 millions, respectivement, à ces programmes (1 831 millions et 4 737 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017).

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	30 avril 2018	31 octobre 2017	30 avril 2018	31 octobre 2017	30 avril 2018	31 octobre 2017	30 avril 2018	31 octobre 2017	30 avril 2018	31 octobre 2017
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 851	818	1 600	1 864	503	586	28 390	24 937	32 344	28 205
Entreprises et administrations publiques	20 945	20 621	33 022	33 968	63 439	61 790	168 964	166 897	286 370	283 276
Particuliers	3 508	3 278	21 036	20 044	89 834	89 859	58 106	55 130	172 484	168 311
Total 2) 3)	26 304	24 717	55 658	55 876	153 776	152 235	255 460	246 964	491 198	479 792
Domiciliation :										
Canada	21 728	21 557	46 194	44 380	81 506	81 590	148 590	145 648	298 018	293 175
États-Unis	3 570	2 259	9 454	11 496	71 012	69 555	72 609	75 517	156 645	158 827
Autres pays	1 006	901	10	-	1 258	1 090	34 261	25 799	36 535	27 790
Total	26 304	24 717	55 658	55 876	153 776	152 235	255 460	246 964	491 198	479 792

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 30 avril 2018 et au 31 octobre 2017, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 34 872 millions de dollars et 30 419 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2018 et au 31 octobre 2017, les dépôts comprenaient des dépôts de 239 661 millions et de 237 127 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 32 948 millions et de 27 686 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 228 990 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 133 427 millions étaient domiciliés au Canada, 61 330 millions, aux États-Unis et 34 233 millions, dans d'autres pays (221 954 millions, 130 197 millions, 65 963 millions et 25 794 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Des dépôts de 133 427 millions domiciliés au Canada, 42 857 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 5 976 millions, dans trois à six mois, 12 598 millions, dans six à douze mois et 71 996 millions, dans plus de douze mois (130 197 millions, 41 418 millions, 7 922 millions, 10 574 millions et 70 283 millions, respectivement, au 31 octobre 2017).

Dette subordonnée

Le 28 mars 2018, nous avons remboursé la totalité de nos débentures subordonnées et de nos billets à moyen terme, série F, première tranche de 900 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 12 décembre 2017, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme américain, émis pour 1 250 millions de dollars américains de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,803 %. Les billets échoient le 15 décembre 2032 et leur taux deviendra fixe le 15 décembre 2027. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2018		31 octobre 2017		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	s. o. 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
		4 240		4 240	
Actions ordinaires 4) 5)	640 634 093	12 926	647 816 318	13 032	
Capital social		17 166		17 272	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 172 à 184 de notre Rapport annuel 2017.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 7 140 475 actions ordinaires au 30 avril 2018 (7 525 296 actions ordinaires au 31 octobre 2017).

5) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 105 848 et 817 775 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

s. o. – sans objet

Actions privilégiées

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, nous avons racheté aux fins d'annulation 5 millions et 8 millions d'actions ordinaires, respectivement, conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le 30 mai 2018, nous avons annoncé avoir reçu du BSIF et de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle est en vigueur du 1^{er} juin 2018 au 31 mai 2019, visant le rachat d'au plus 20 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 174 à 180, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	30 avril 2018		31 octobre 2017	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres comptabilisés au coût amorti	8 040	7 896	s. o.	s. o.
Titres détenus jusqu'à l'échéance	s. o.	s. o.	9 094	9 096
Autres 1)	665	3 076	627	2 907
	8 705	10 972	9 721	12 003
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	117 770	116 802	115 258	114 313
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 733	60 709	61 944	61 031
Prêts sur cartes de crédit	8 175	7 776	8 071	7 828
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	181 121	179 254	175 067	172 762
	368 799	364 541	360 340	355 934
Dépôts 3)	477 395	477 260	466 118	466 441
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 565	23 459	23 054	23 148
Dette subordonnée	5 627	5 826	5 029	5 255

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les titres pris en pension, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés ou mis en pension et les autres passifs.

1) Au 31 octobre 2017, les titres divers ne tenaient pas compte de 333 millions de dollars liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan. À l'adoption de l'IFRS 9, ces titres ont été classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Ne tient pas compte de 1 749 millions de dollars de prêts reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net à l'adoption de l'IFRS 9.

3) Ne tient pas compte de 13 803 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (13 674 millions au 31 octobre 2017).

s. o. – Sans objet en raison de l'adoption de l'IFRS 9.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de hausse de 197 millions de dollars et de baisse de 72 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 49 millions et de baisse 41 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 (baisse de 245 millions et hausse de 66 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts et baisse de 145 millions et de 194 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuable aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 30 avril 2018, correspondent à une perte latente de 345 millions de dollars, soit une perte latente de 269 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 30 avril 2018, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient, respectivement, de 13 803 millions de dollars et de 13 579 millions (13 674 millions et 13 563 millions, respectivement, au 31 octobre 2017). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 8 699 millions de dollars au 30 avril 2018 (8 465 millions au 31 octobre 2017) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 124 millions et de 134 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 (augmentation de 354 millions et de 88 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 772 millions de dollars au 30 avril 2018 (749 millions au 31 octobre 2017), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 2 millions et à une baisse de

13 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 (hausse de 19 millions et baisse de 19 millions, respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018, une augmentation de 8 millions et une diminution de 2 millions, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 12 millions et de 21 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2, auparavant les titres disponibles à la vente, est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

Classés selon l'IFRS 9 :

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2018

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	7 229	1 494	-	8 723
des provinces et municipalités canadiennes	3 693	3 680	-	7 373
l'administration fédérale américaine	10 914	54	-	10 968
des municipalités, agences et États américains	170	2 446	-	2 616
d'autres administrations publiques	701	217	-	918
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	1 031	-	1 031
Titres de créance d'entreprises	2 284	5 518	-	7 802
Prêts	-	202	-	202
Titres de participation d'entreprises	49 177	4	-	49 181
	74 168	14 646	-	88 814
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	646	93	-	739
des provinces et municipalités canadiennes	325	592	-	917
l'administration fédérale américaine	37	-	-	37
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-
d'autres administrations publiques	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	8	-	8
Titres de créance d'entreprises	145	6 278	-	6 423
Titres de participation d'entreprises	1 384	107	1 684	3 175
	2 537	7 078	1 684	11 299
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	12 144	929	-	13 073
des provinces et municipalités canadiennes	2 527	1 861	-	4 388
l'administration fédérale américaine	14 844	-	-	14 844
des municipalités, agences et États américains	-	3 588	1	3 589
d'autres administrations publiques	1 946	1 064	-	3 010
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	13 904	-	13 904
Titres de créance d'entreprises	2 073	1 621	1	3 695
Titres de participation d'entreprises	-	-	59	59
	33 534	22 967	61	56 562
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 749	1 749
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	23 891	1 523	-	25 414
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	13 803	-	13 803
Passifs au titre des rentes	-	772	-	772
	23 891	16 098	-	39 989
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	15	8 449	-	8 464
Contrats de change	16	14 382	-	14 398
Contrats sur produits de base	167	2 197	-	2 364
Contrats sur titres de participation	169	1 188	-	1 357
Swaps sur défaillance	-	5	-	5
	367	26 221	-	26 588
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	13	7 764	-	7 777
Contrats de change	5	12 207	-	12 212
Contrats sur produits de base	502	1 596	-	2 098
Contrats sur titres de participation	185	2 458	-	2 643
Swaps sur défaillance	-	40	-	40
	705	24 065	-	24 770

Classés selon l'IAS 39 :

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2017

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 712	2 115	-	10 827
des provinces et municipalités canadiennes	3 177	4 150	-	7 327
l'administration fédérale américaine	9 417	56	-	9 473
des municipalités, agences et États américains	189	1 942	-	2 131
d'autres administrations publiques	630	193	-	823
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	931	-	931
Titres de créance d'entreprises	1 485	10 278	-	11 763
Prêts	3	150	-	153
Titres de participation d'entreprises	55 640	1	-	55 641
	79 253	19 816	-	99 069
Titres disponibles à la vente				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 283	897	-	9 180
des provinces et municipalités canadiennes	920	2 707	-	3 627
l'administration fédérale américaine	14 269	-	-	14 269
des municipalités, agences et États américains	18	4 077	1	4 096
d'autres administrations publiques	2 290	1 268	-	3 558
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	13 216	-	13 216
Titres de créance d'entreprises	1 551	2 972	2	4 525
Titres de participation d'entreprises	37	126	1 441	1 604
	27 368	25 263	1 444	54 075
Titres divers	-	-	333	333
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	22 992	2 171	-	25 163
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	13 674	-	13 674
Passifs au titre des rentes	-	749	-	749
	22 992	16 594	-	39 586
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	4	9 223	-	9 227
Contrats de change	17	17 196	-	17 213
Contrats sur produits de base	232	846	-	1 078
Contrats sur titres de participation	93	1 333	-	1 426
Swaps sur défaillance	-	7	-	7
	346	28 605	-	28 951
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	7	8 309	-	8 316
Contrats de change	6	14 967	-	14 973
Contrats sur produits de base	239	835	-	1 074
Contrats sur titres de participation	166	3 220	-	3 386
Swaps sur défaillance	-	55	-	55
	418	27 386	-	27 804

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, des titres de négociation de 571 millions de dollars et 1 205 millions, respectivement, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 75 millions et de 375 millions, respectivement, et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 452 millions et de 847 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, des titres de négociation de 395 millions et de 2 208 millions, respectivement, des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net de 32 millions et de 438 millions, respectivement, et des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 69 millions et de 2 616 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2018, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
	Solde au 31 janvier 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2018	
Pour le trimestre clos le 30 avril 2018										
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	74	-	-	-	-	-	-	(74)	-	-
Titres de participation d'entreprises	1 597	2	54	55	(23)	(1)	-	-	1 684	4
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 671	2	54	55	(23)	(1)	-	(74)	1 684	4
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	2	-	-	-	-	(1)	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	59	-	-	-	-	-	-	-	59	s. o.
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	62	-	-	-	-	(1)	-	-	61	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 3)	1 897	10	73	353	-	(584)	-	-	1 749	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus le 30 avril 2018 ont été portées en résultat au cours de la période.

3) Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été reclassés des titres évalués au coût amorti aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

s. o. - Sans objet

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
	Solde au 31 octobre 2017	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3 2)	Juste valeur au 30 avril 2018	
Pour le semestre clos le 30 avril 2018										
Titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises 4)	73	-	(4)	5	-	-	-	(74)	-	-
Titres de participation d'entreprises 4) 5)	1 701	(16)	(2)	136	(71)	(2)	-	(62)	1 684	5
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 774	(16)	(6)	141	(71)	(2)	-	(136)	1 684	5
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	2	-	-	-	-	(1)	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	59	-	-	-	-	59	s. o.
Total des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	-	-	59	-	(1)	-	-	61	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 6)	2 372	(11)	(15)	392	-	(989)	-	-	1 749	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend 62 millions de dollars transférés depuis le niveau 3 par suite du reclassement au coût amorti de certains instruments financiers à l'adoption de l'IFRS 9.

3) Les variations des profits (pertes) latents liées aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus le 30 avril 2018 ont été portées en résultat au cours de la période.

4) Comprend des instruments de créance de 73 millions de dollars et des instruments de capitaux propres de 260 millions qui ont été reclassés des titres divers aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

5) Comprend des instruments de capitaux propres de 1 441 millions de dollars qui ont été reclassés des titres disponibles à la vente aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

6) Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont été reclassés des titres évalués au coût amorti aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

s. o. - Sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2018, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2018 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2018.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos le 30 avril 2018 et 2017. Au cours du semestre clos le 30 avril 2018, nous avons attribué un total de 705 398 options sur actions (723 431 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2017). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 avril 2018 a été de 11,30 \$ l'option (11,62 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2017).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des semestres clos le	30 avril 2018	30 avril 2017
Rendement attendu des actions	4,1 %	4,3 % - 4,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	17,0 % - 17,3 %	18,4 % - 18,8 %
Taux de rendement sans risque	2,1 %	1,7 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	100,63	96,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	53	63	8	8
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(2)	2	11	12
Charges administratives	1	2	-	-
Charge au titre des prestations	52	67	19	20
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	24	23	-	-
Charge au titre des cotisations définies	31	27	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	107	117	19	20

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Pour les semestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	105	142	15	16
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(4)	4	23	24
Charges administratives	2	3	-	-
Charge au titre des prestations	103	149	38	40
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	44	43	-	-
Charge au titre des cotisations définies	90	63	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	237	255	38	40

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos actionnaires, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2018	30 avril 2017	30 avril 2018	30 avril 2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 246	1 247	2 219	2 734
Dividendes sur les actions privilégiées	(46)	(42)	(91)	(87)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 200	1 205	2 128	2 647
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	643 734	651 098	645 735	649 393
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,86	1,85	3,30	4,08

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 200	1 205	2 128	2 647
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	643 734	651 098	645 735	649 393
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 497	6 706	5 711	7 279
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 604)	(4 249)	(3 671)	(4 747)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	645 627	653 555	647 775	651 925
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,86	1,84	3,29	4,06

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 683 632 et 1 584 274 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 119,63 \$ et 120,68 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 (1 425 025 et 1 309 040 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 184,68 \$ et 193,32 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2017), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Le 22 décembre 2017, le gouvernement américain a adopté une nouvelle législation fiscale qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018. En vertu de la nouvelle législation, les actifs d'impôt différé nets aux États-Unis ont été réévalués au premier trimestre de l'exercice 2018, ce qui a donné lieu à une variation de 483 millions de dollars étant donné la baisse du taux d'impôt. Cette réévaluation était fondée sur l'estimation de certaines incidences fiscales et pourrait être mise à jour ultérieurement. La réévaluation de 483 millions se compose d'une charge d'impôts sur le résultat de 425 millions présentée dans l'état consolidé des résultats et d'une charge d'impôts sur le résultat de 58 millions présentée dans les autres éléments du résultat global et dans les capitaux propres pour le semestre clos le 30 avril 2018. En outre, un montant de 101 millions a été reclassé dans les actifs d'impôt exigible au cours du premier trimestre de l'exercice 2018.

En mai 2018, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a réévalué notre cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2013, les faisant passer de 145 millions de dollars à environ 136 millions. De plus, au cours des exercices clos le 31 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, l'ARC avait produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 116 millions et 76 millions, respectivement, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2012 et en 2011. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations et de la proposition de nouvelle cotisation, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les règles fiscales qui traitent des mécanismes de transfert de dividendes ont fait l'objet d'une révision dans le cadre du budget fédéral de 2015, lequel présentait des règles s'appliquant à compter du 1^{er} mai 2017 pour les mécanismes existants. Il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2013 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2017, aux pages 194 à 196 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 30 avril 2018						
Revenus nets d'intérêts	1 338	936	204	144	(131)	2 491
Revenus autres que d'intérêts	521	281	1 378	897	49	3 126
Total des revenus	1 859	1 217	1 582	1 041	(82)	5 617
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	131	66	1	(16)	(10)	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(3)	(12)	(1)	3	1	(12)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	128	54	-	(13)	(9)	160
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	332	-	-	332
Amortissement	80	115	59	31	-	285
Charges autres que d'intérêts	856	607	801	639	374	3 277
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	795	441	390	384	(447)	1 563
Charge d'impôts sur le résultat	205	93	94	98	(173)	317
Bénéfice net	590	348	296	286	(274)	1 246
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	590	348	296	286	(274)	1 246
Actifs moyens	223 182	108 624	35 246	302 772	73 814	743 638

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 30 avril 2017						
Revenus nets d'intérêts	1 254	868	175	363	(251)	2 409
Revenus autres que d'intérêts	470	282	1 695	823	62	3 332
Total des revenus	1 724	1 150	1 870	1 186	(189)	5 741
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	121	89	1	46	(6)	251
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	708	-	-	708
Amortissement	69	107	69	30	-	275
Charges autres que d'intérêts	819	624	753	656	157	3 009
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	715	330	339	454	(340)	1 498
Charge d'impôts sur le résultat	185	90	85	143	(253)	250
Bénéfice net	530	240	254	311	(87)	1 248
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	-	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	530	240	253	311	(87)	1 247
Actifs moyens	216 105	105 053	32 459	304 010	67 873	725 500

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2018						
Revenus nets d'intérêts	2 718	1 839	404	377	(301)	5 037
Revenus autres que d'intérêts	1 074	561	2 783	1 746	94	6 258
Total des revenus	3 792	2 400	3 187	2 123	(207)	11 295
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	228	143	2	(17)	(10)	346
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	1	(42)	(3)	(1)	-	(45)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	229	101	(1)	(18)	(10)	301
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	693	-	-	693
Amortissement	161	227	116	60	-	564
Charges autres que d'intérêts	1 741	1 216	1 638	1 330	514	6 439
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 661	856	741	751	(711)	3 298
Charge d'impôts sur le résultat	424	198	179	194	84	1 079
Bénéfice net	1 237	658	562	557	(795)	2 219
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 237	658	562	557	(795)	2 219
Actifs moyens	222 402	106 383	34 755	299 031	72 846	735 417

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2017						
Revenus nets d'intérêts	2 557	1 763	347	699	(427)	4 939
Revenus autres que d'intérêts	1 146	510	2 740	1 703	108	6 207
Total des revenus	3 703	2 273	3 087	2 402	(319)	11 146
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	234	148	3	42	(9)	418
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	712	-	-	712
Amortissement	144	220	122	61	-	547
Charges autres que d'intérêts	1 649	1 250	1 555	1 347	321	6 122
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 676	655	695	952	(631)	3 347
Charge d'impôts sur le résultat	402	166	172	274	(403)	611
Bénéfice net	1 274	489	523	678	(228)	2 736
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	2	-	-	2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 274	489	521	678	(228)	2 734
Actifs moyens	215 493	105 527	31 971	305 529	67 125	725 645

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données de 2017 n'ont pas été retraitées pour refléter l'adoption de l'IFRS 9.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 14 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 99 à 105 de notre Rapport annuel 2017.

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 028	-	-	-	-	-	-	-	894	35 922
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 876	1 511	694	165	391	-	-	-	-	7 637
Valeurs mobilières	4 313	3 511	4 700	5 961	5 175	9 866	25 108	53 665	53 081	165 380
Titres pris en pension ou empruntés	72 664	18 302	2 660	772	133	150	-	-	-	94 681
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 582	4 512	5 837	3 599	4 509	20 846	64 092	11 793	-	117 770
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	725	850	1 147	850	1 075	4 591	19 740	9 002	23 753	61 733
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 175	8 175
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 635	9 179	5 865	4 521	18 277	18 867	68 620	11 653	33 253	182 870
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 647)	(1 647)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	15 942	14 541	12 849	8 970	23 861	44 304	152 452	32 448	63 534	368 901
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	2 779	3 212	1 099	2 223	753	2 493	6 693	7 336	-	26 588
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 529	2 771	83	2	-	-	-	-	-	16 385
Divers	1 724	392	205	52	11	10	20	4 594	21 067	28 075
Total des autres actifs	18 032	6 375	1 387	2 277	764	2 503	6 713	11 930	21 067	71 048
Total des actifs	150 855	44 240	22 290	18 145	30 324	56 823	184 273	98 043	138 576	743 569
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	16 201	10 298	1 710	26	155	-	-	-	3 954	32 344
Entreprises et administrations publiques	18 237	29 150	19 144	13 304	10 262	14 774	49 026	15 067	117 406	286 370
Particuliers	2 416	3 959	6 753	8 243	7 835	10 323	16 350	2 227	114 378	172 484
Total des dépôts	36 854	43 407	27 607	21 573	18 252	25 097	65 376	17 294	235 738	491 198
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 612	3 172	1 356	1 545	977	2 601	5 915	6 592	-	24 770
Acceptations	13 529	2 771	83	2	-	-	-	-	-	16 385
Titres vendus à découvert	25 414	-	-	-	-	-	-	-	-	25 414
Titres mis en pension ou prêtés	71 192	6 845	558	187	-	-	-	-	-	78 782
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	642	645	2 056	625	4 351	11 976	3 270	-	23 565
Divers	9 343	3 350	5	205	160	596	3 656	2 288	14 479	34 082
Total des autres passifs	122 090	16 780	2 647	3 995	1 762	7 548	21 547	12 150	14 479	202 998
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	5 627	-	5 627
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	43 746	43 746
Total des passifs et des capitaux propres	158 944	60 187	30 254	25 568	20 014	32 645	86 923	35 071	293 963	743 569

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 609	5 780	6 143	5 276	9 151	21 827	74 255	2 855	-	126 896
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 803	-	-	-	5 803
Contrats de location simple	33	66	97	92	90	342	701	990	-	2 411
Prêt de titres	4 707	-	-	-	-	-	-	-	-	4 707
Obligations d'achat	50	98	149	147	142	575	435	69	-	1 665

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 641	-	-	-	-	-	-	-	958	32 599
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 784	1 579	626	319	182	-	-	-	-	6 490
Valeurs mobilières	3 620	2 917	5 933	5 845	3 625	7 675	22 842	52 615	58 126	163 198
Titres pris en pension ou empruntés	57 919	13 236	2 353	1 241	249	49	-	-	-	75 047
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 045	1 551	4 531	7 687	6 201	19 866	65 547	8 830	-	115 258
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	517	371	1 084	1 374	1 285	4 211	20 845	8 590	23 667	61 944
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 071	8 071
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 379	7 352	6 454	6 169	18 694	17 948	63 614	11 380	30 077	175 067
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 833)	(1 833)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	14 941	9 274	12 069	15 230	26 180	42 025	150 006	28 800	59 982	358 507
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 701	3 748	1 580	1 229	1 306	3 272	7 426	8 689	-	28 951
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Divers	1 340	475	129	17	11	11	131	4 431	21 697	28 242
Total des autres actifs	17 220	6 486	1 813	1 246	1 317	3 283	7 557	13 120	21 697	73 739
Total des actifs	129 125	33 492	22 794	23 881	31 553	53 032	180 405	94 535	140 763	709 580
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 462	9 321	2 633	496	25	-	-	-	3 268	28 205
Entreprises et administrations publiques	23 917	25 224	19 112	12 897	10 806	16 522	42 707	15 712	116 379	283 276
Particuliers	3 835	5 081	5 569	5 662	7 999	9 098	15 811	2 075	113 181	168 311
Total des dépôts	40 214	39 626	27 314	19 055	18 830	25 620	58 518	17 787	232 828	479 792
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 876	3 227	1 512	1 510	1 206	3 477	6 885	8 111	-	27 804
Acceptations	14 179	2 263	104	-	-	-	-	-	-	16 546
Titres vendus à découvert	25 163	-	-	-	-	-	-	-	-	25 163
Titres mis en pension ou prêtés	53 165	1 644	290	20	-	-	-	-	-	55 119
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	10	709	1 523	556	845	3 931	11 812	3 668	-	23 054
Divers	12 616	2 536	517	43	239	752	154	2 361	13 501	32 719
Total des autres passifs	107 009	10 379	3 946	2 129	2 290	8 160	18 851	14 140	13 501	180 405
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	5 029	-	5 029
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	44 354	44 354
Total des passifs et des capitaux propres	147 223	50 005	31 260	21 184	21 120	33 780	77 369	36 956	290 683	709 580

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 377	2 302	4 755	8 312	14 560	21 985	71 481	2 283	-	127 055
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 044	-	-	5 044
Contrats de location simple	31	62	91	89	87	329	712	1 032	-	2 433
Prêt de titres	5 336	-	-	-	-	-	-	-	-	5 336
Obligations d'achat	42	83	128	124	129	519	577	157	-	1 759

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Note 15 : Acquisition future – KGS-Alpha Capital Markets (« KGS »)

Le 1^{er} mai 2018, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de KGS, maison de courtage de titres à revenu fixe, dont le siège social est aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels. L'acquisition devrait être menée à terme au quatrième trimestre de l'exercice 2018. À la clôture, KGS fera partie de notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux. L'incidence de cette acquisition ne devrait pas être significative pour la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2017, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 30 mai 2018 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5126346). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 27 août 2018, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-3996

François Morin, Montréal, francois1.morin@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2018 : 99,07 \$

Mars 2018 : 96,67 \$

Avril 2018 : 98,06 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6786

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2017, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2017 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal